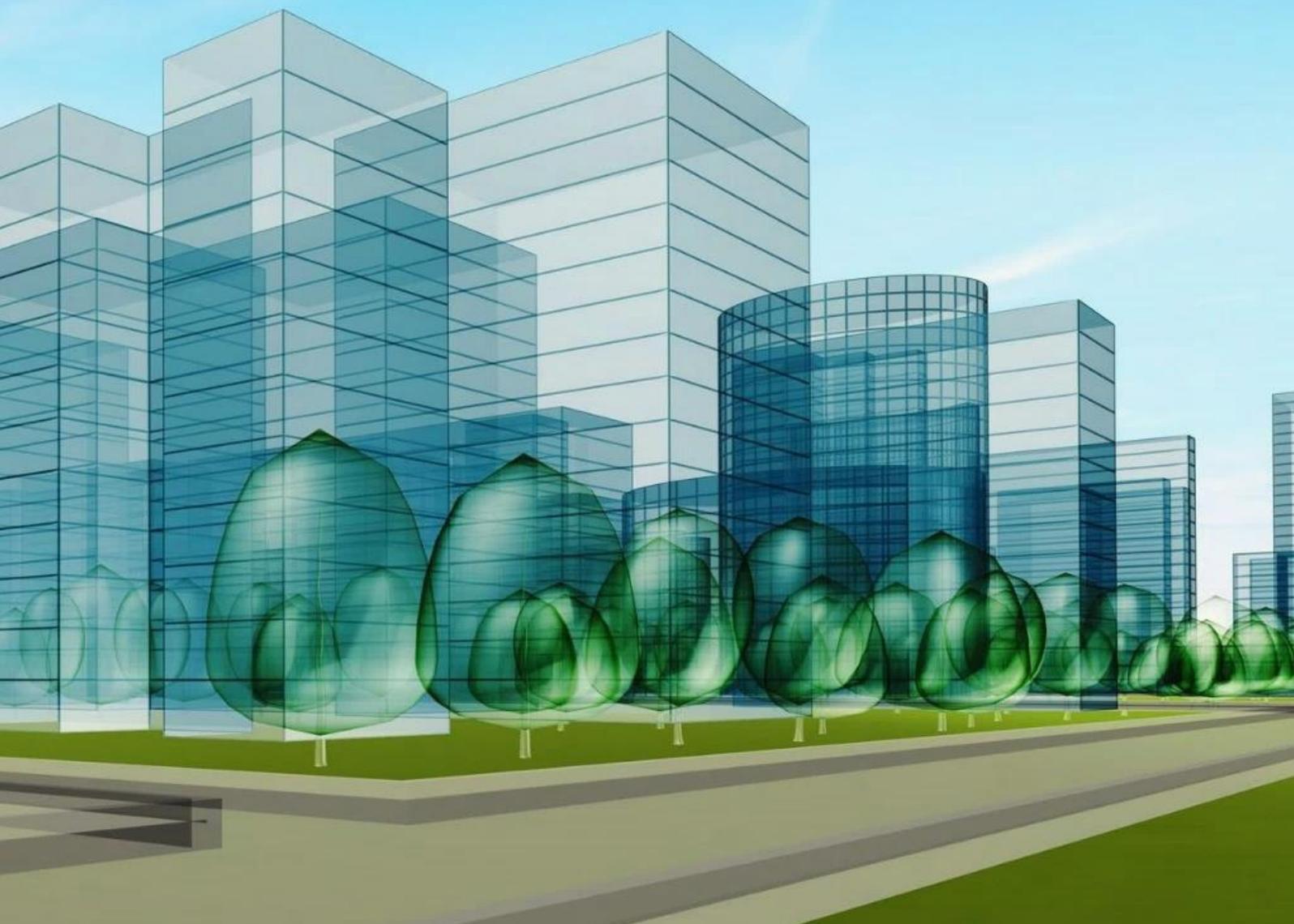


Hauts-de-France

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & BÂTIMENT DURABLE

BILAN ANNUEL 2017



2017 en bref dans la région...

RÉNOVATION DU PARC DE LOGEMENTS EXISTANTS

sur un an

1 353 000

résidences principales construites avant 1971
80%
 des logements vendus ou loués en étiquette
 D, E, F et G



35 300 à 38 600 logements
 privés rénovés avec aides
 dont **19 300 à 21 200** rénovations
 considérées comme performantes



568 000

logements sociaux
70%
 des logements en étiquette D, E, F et G



8 571 logements engagés avec
 l'éco-PLS



3,3 Mds €

chiffres d'affaires entretien-rénovation du
 logement



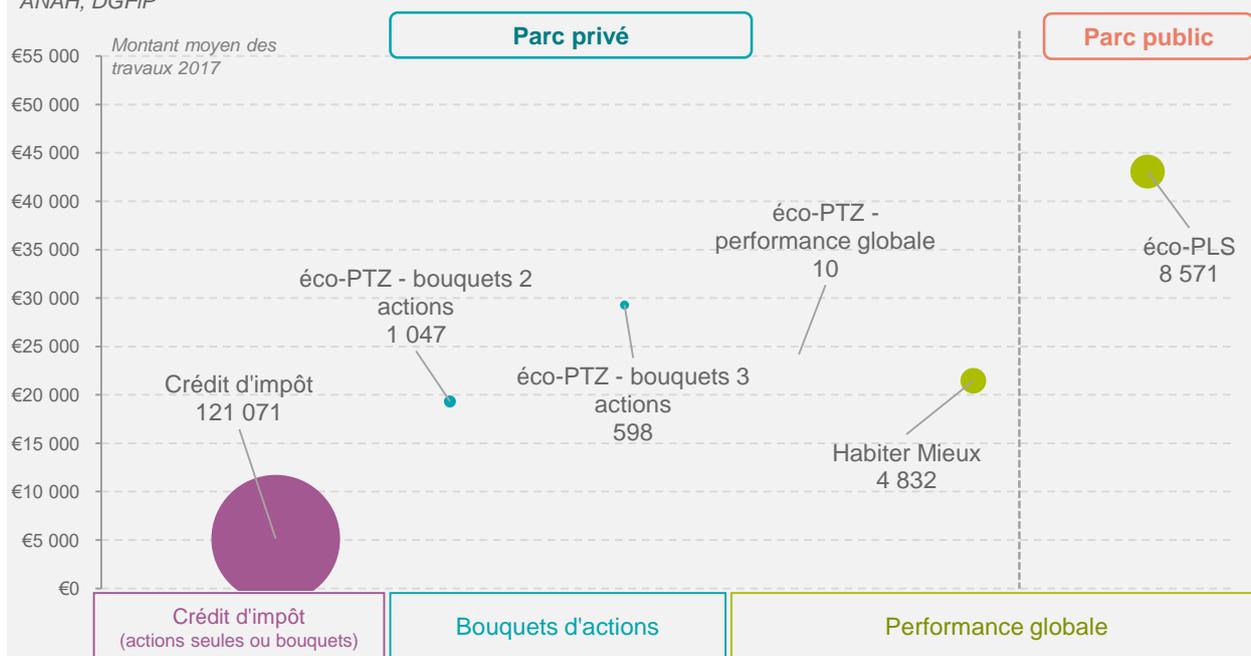
994 à 1 055 M€ de travaux de
 rénovation énergétique avec recours
 aux aides



Bilan des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique

Les leviers à la rénovation énergétique en 2017 en Hauts-de-France

Unité : nombre de logements et montant des travaux en euros HT - Sources : CERC à partir des données SGFGAS, DHUP, ANAH, DGFIP



2017 en bref dans la région...

CONSTRUCTION DURABLE DE LOGEMENTS ET BÂTIMENTS TERTIAIRES

29 074
logements autorisés



5 789 demandes de labels
énergétiques > RT 2012
Soit **20%** des autorisations

sur un an



3 660 logements engagés dans une
démarche de qualité environnementale
Soit **13%** des autorisations



1 642 380 m²
de locaux tertiaires autorisés



92 233 m² ont fait l'objet d'une
demande de labellisation énergétique
Soit **6%** des autorisations



75 038 m² de locaux engagés dans
une démarche de qualité environnementale
Soit **5%** des autorisations



MOBILISATION DES PROFESSIONNELS

32 618
entreprises de Bâtiment



4 977 entreprises RGE (janv. 2018)

sur un an



76 bureaux d'études et économistes
RGE (mars 2018)



Sommaire

L'environnement socio-économique

p. 5

- Concrétisation de la reprise en 2017 p. 6
- Nouvelle croissance du chiffre d'affaires bâtiment en 2018 p. 7
- Un début d'année 2018 hésitant pour l'activité entretien-rénovation p. 8
- Un potentiel de logements à rénover important mais disparate p. 9

Les leviers à la transition énergétique dans le Bâtiment

p. 12

- Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités p. 13
- L'accompagnement dans les territoires p. 23
- Rappel sur les signes de reconnaissance p. 26
- Sur le parc existant, des labellisations énergétiques et environnementales...
 - Logements p. 27
 - Bâtiments tertiaires p. 28
- Sur le parc neuf, des labellisations énergétiques et environnementales concentrées sur certains territoires
 - Logements p. 29
 - Bâtiments tertiaires p. 31
- L'installation d'équipements utilisant une source d'énergie renouvelable p. 32

L'impact sur la rénovation énergétique

p. 34

- Les logements rénovés comparés aux objectifs du SRCAE p. 35
- Le marché de la rénovation énergétique générateur d'activité p. 37
- Des impacts économiques variables selon les dispositifs d'aide p. 39

La mobilisation des professionnels

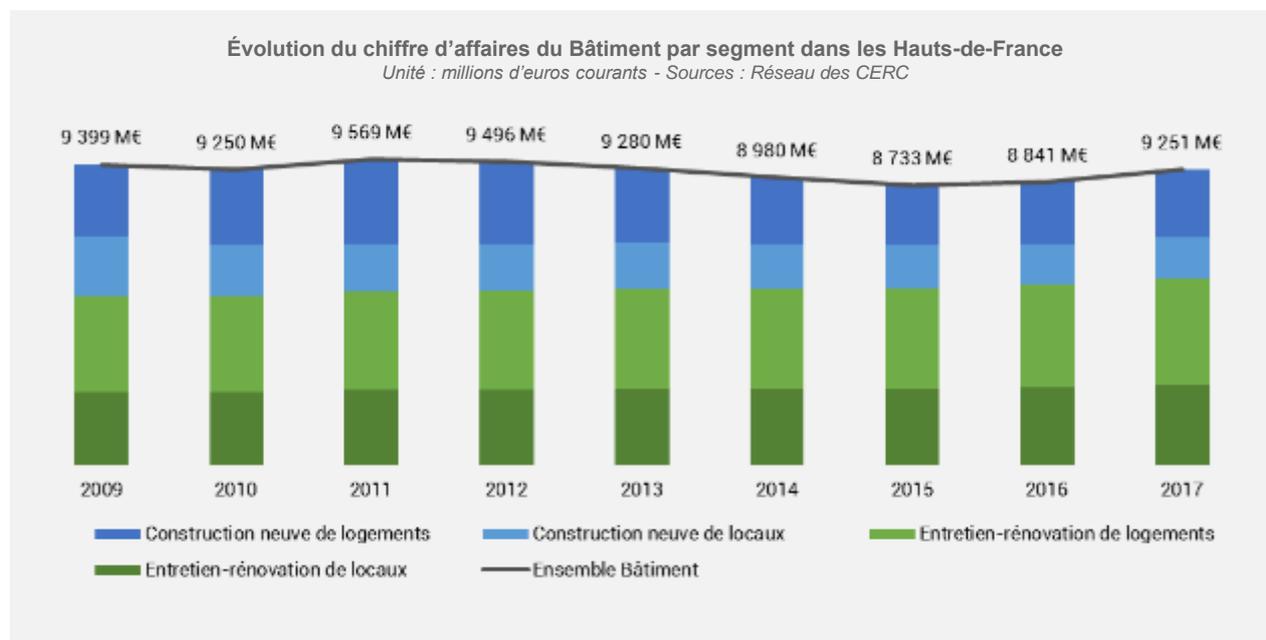
p.41

- Structure des entreprises du Bâtiment p. 42
- La qualification RGE mobilise les entreprises... p. 43
- Le nombre de RGE actuel permet-il de répondre à la demande? p. 47

L'ENVIRONNEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE



📍 Concrétisation de la reprise en 2017 : +3% de croissance en volume



Chiffre d'affaires 2017

Hauts-de-France	France
9,3 Md€ +2,9%	138,4 Md€ +4,9%

Évolution du chiffre d'affaires en volume

Le chiffre d'affaires Bâtiment des Hauts-de-France est de 9 251 millions d'euros en 2017, soit une progression en volume proche de 3%. Cette évolution positive marque le retour à la croissance par rapport au niveau d'activité tout juste stabilisé en 2016

la construction neuve tire la tendance vers le haut

Tous les segments ont bénéficié de ce regain d'activité, la construction neuve tirant la tendance régionale vers le haut.

L'entretien-rénovation a poursuivi sa progression, amorcée depuis 2015.

	Chiffre d'Affaires 2017	Évolution
Bâtiment	9 251 M€	+2,9% ▲
Logements neufs	2 125 M€	+8,2% ▲
Individuels	1 178 M€	+8,9% ▲
Collectifs	947 M€	+7,4% ▲
Locaux neufs	1 303 M€	+1,0% ▲
Locaux industriels et entrepôts	334 M€	+12,2% ▲
Bureaux	233 M€	-0,5% ▼
Commerces et artisanat	164 M€	-0,5% ▼
Exploitations agricoles ou forestières	49 M€	-10,8% ▼
Locaux de services publics	474 M€	-6,6% ▼
Autres locaux (hébergements hôteliers)	49 M€	+61,0% ▲
Entretien et rénovation de logements	3 309 M€	+1,9% ▲
Entretien et rénovation de locaux	2 514 M€	+1,1% ▲

Unité : millions d'euros courants - Sources : Réseau des CERC

Ainsi, dans le neuf, le chiffre d'affaires généré par la construction de logements neufs s'envole, progressant de plus de 8% en volume. Le collectif comme l'individuel impulsent cette dynamique. En parallèle, la production liée à la construction de locaux s'est redressée de +1%, soutenue essentiellement par les

bâtiments industriels et les entrepôts.

Du côté de l'entretien rénovation, bien que plus contenue que dans le neuf, l'activité a poursuivi son ascension par rapport à 2016, le logement enregistrant toutefois la meilleure dynamique : près de +2% contre +1% pour les locaux.

Nouvelle croissance du chiffre d'affaires bâtiment en 2018 dans les Hauts-de-France

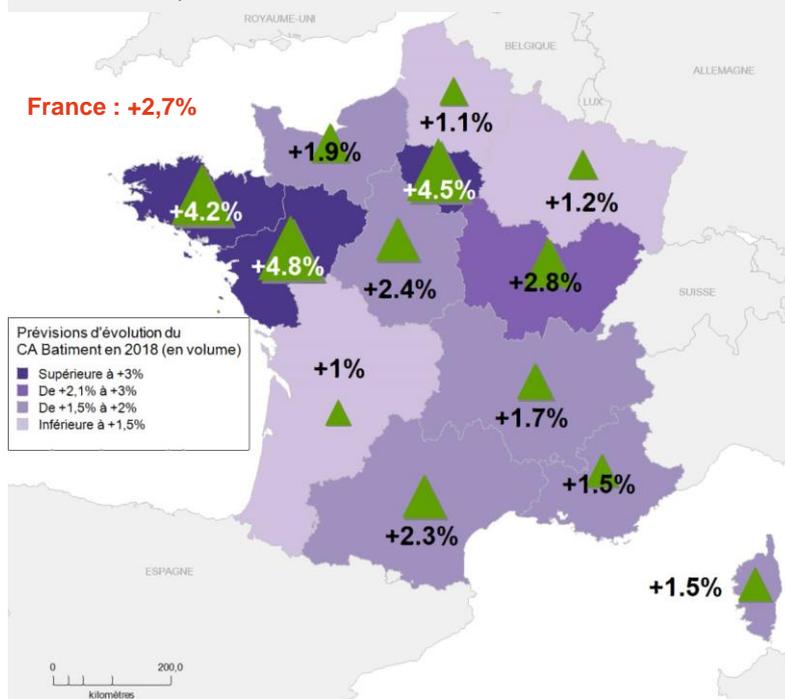
	Prévisions 2018		Estimations 2017	
	Evolution		Evolution	Chiffre d'affaires
Bâtiment	+1,1%	▲	+2,9%	9 251 M€
Dont...				
Construction neuve	+2,5%	▲	+5,4%	3 428 M€
Entretien-rénovation	+0,2%	▲	+1,5%	5 823 M€
Dont...				
Logements	+1,1%	▲	+4,3%	5 434 M€
Locaux	+1,0%	▲	+1,1%	3 817 M€

Source Réseau des CERC – Données Hauts-de-France - Prévisions 2018 provisoires
Le chiffre d'affaires est exprimé en euros courants ; les évolutions sont exprimées en volume

Prévisions régionales d'évolution du chiffre d'affaires Bâtiment en 2018

Source : Réseau des CERC – Unité : évolutions en volume par rapport à 2017

* Prévisions 2018 provisoires



Selon les prévisions, l'activité du Bâtiment dans les Hauts-de-France devrait rester positive en 2018, affichant une évolution légèrement supérieure à 1% en volume. Toutefois, le rythme de croissance serait nettement moins bien orienté que l'année dernière (de +3% en 2017), montrant un tassement de la production.

Une croissance toutefois moins soutenue que celle observée en 2017

La production resterait soutenue par la construction neuve de logements comme de locaux. Néanmoins, ce segment connaîtrait un ralentissement, affichant une progression de +2,5%, contre +5,4% en 2017 (soit 2,5 points de moins).

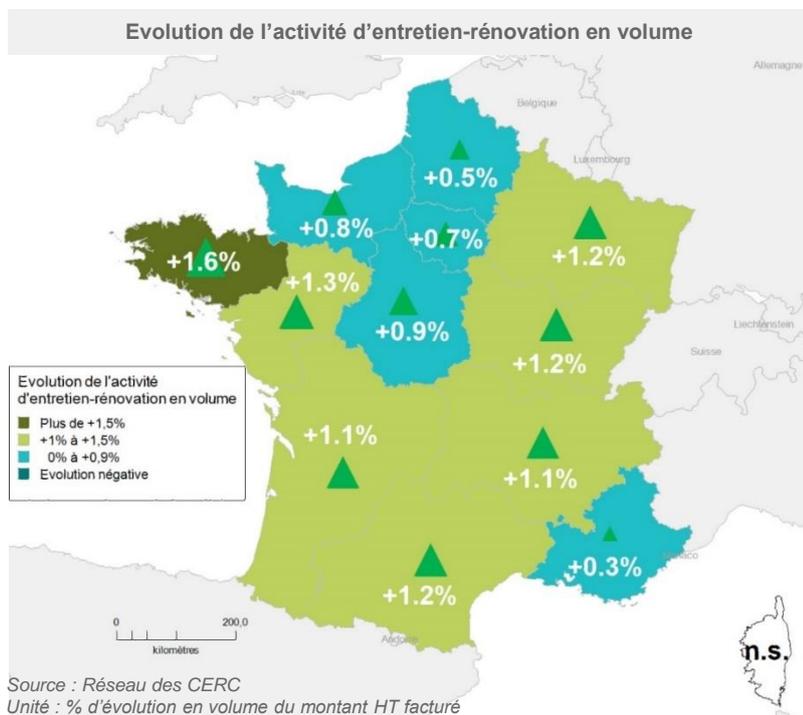
Le segment de l'entretien rénovation évoluerait peu en 2018, de +0,2% comparativement à l'année dernière

Augmentation du chiffre d'affaires dans toutes les régions

L'ensemble des régions métropolitaines enregistreraient une hausse (en volume) de leur chiffre d'affaires bâtiment en 2018, les rythmes de croissance demeurant

toutefois hétérogènes. Ainsi, les Hauts-de-France, le Grand Est ainsi que la Nouvelle Aquitaine afficheraient une hausse moins importante que dans le reste de l'hexagone, en deçà de +1,5%.

📍 Un début d'année 2018 hésitant pour l'activité entretien-rénovation en région



ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION PAR RAPPORT AU 1^{ER} TRIM. 2017

+0,5% =
EN VOLUME

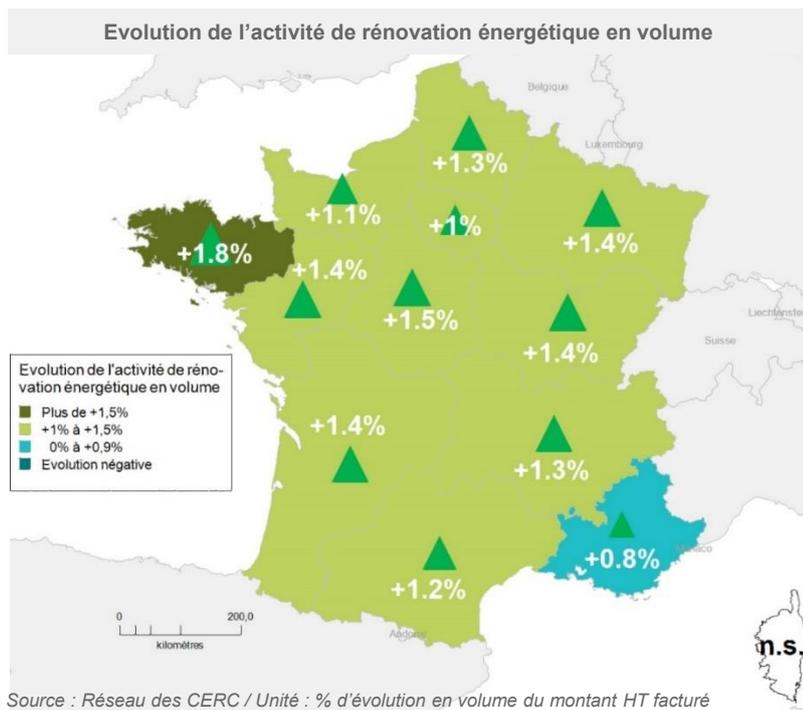
FRANCE +0,9% ▲

+1,5% ▲
EN VALEUR

FRANCE +1,9% ▲

Une croissance modeste de l'entretien-rénovation au 1^{er} trimestre 2018

Dans les Hauts-de-France, l'activité entretien rénovation a progressé modestement au 1^{er} trimestre 2018, de +0,5% (en volume) par rapport au même trimestre de l'année précédente, soit +1,5% en valeur. Ainsi, PACA (+0,3%) et les Hauts-de-France affichent les évolutions les plus mesurées, en volume, par rapport au reste de l'hexagone.



ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE PAR RAPPORT AU 1^{ER} TRIM. 2017

+1,3% ▲
EN VOLUME

FRANCE +1,2% ▲

+2,3% ▲
EN VALEUR

FRANCE +2,2% ▲

Une tendance sensiblement meilleure concernant la rénovation énergétique

Dans les Hauts-de-France, au 1^{er} trimestre 2018, la rénovation énergétique est en hausse de 1,3% en volume (+2,3% en valeur) par rapport à l'année dernière à la même période, soit une tendance sensiblement meilleure que l'ensemble de l'activité entretien-rénovation.

📍 Un potentiel de logements à rénover important mais disparate



Rappel des caractéristiques du parc de logements

Source : INSEE - Recensement de la population (2015)



2 821 690 logements
dont 71% de maisons



2 506 526 résidences principales
dont 54% construites avant 1971

Une surreprésentation des logements individuels

Dans les Hauts-de-France plus de 7 logements sur 10 sont des maisons contre moins de 6 sur 10 au niveau national. Cette caractéristique est plus marquée dans le parc privé que dans celui du public.

Part de l'individuel dans le parc de logements

Hauts-de-France	France
71%	56%

Des maisons anciennes et très anciennes très présentes sur tout le territoire régional

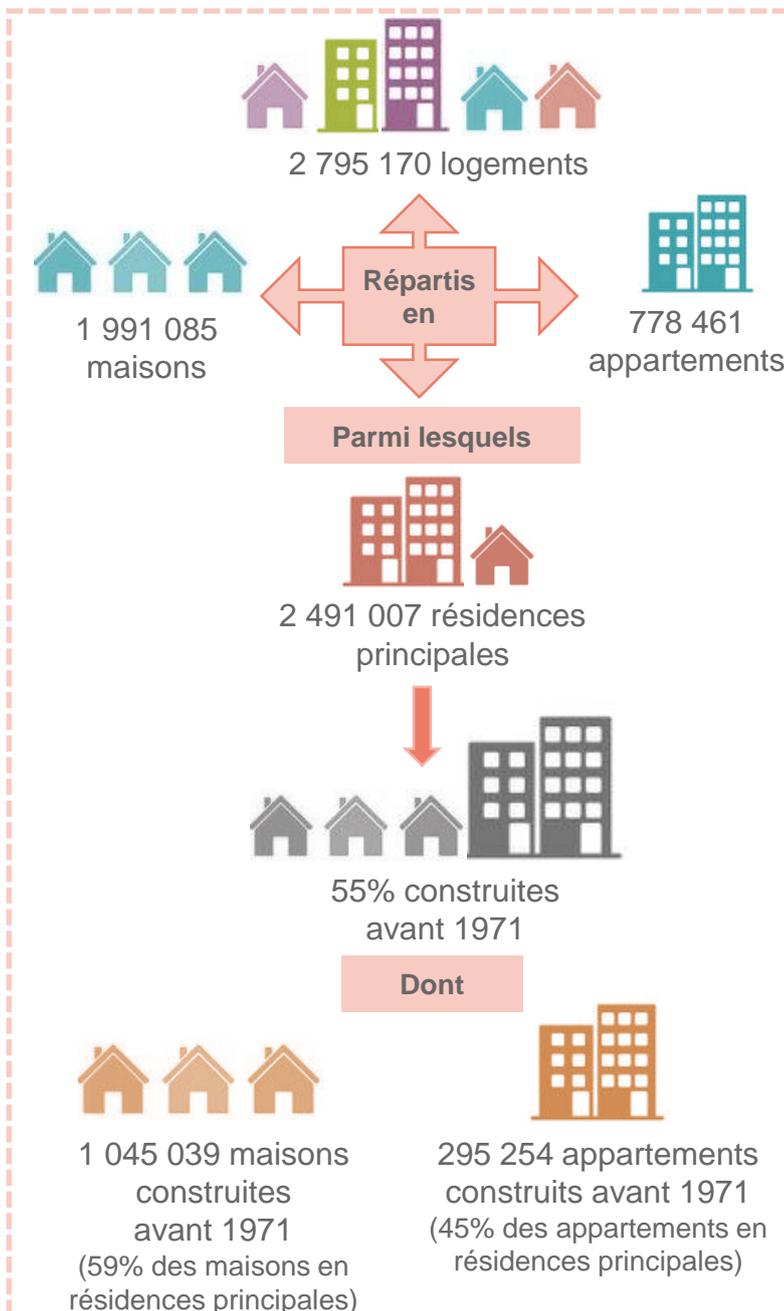
Près de 6 résidences principales individuelles sur 10 ont été achevées avant la première réglementation thermique de 1975, contre moins de 5 sur 10 dans l'hexagone (46%).

Un taux de vacance structurel particulièrement élevé dans les secteurs ruraux situés à l'est de la région

Selon les données Filocom 2015, Plus de 131 000 logements sont vacants depuis plus d'un an dans la région. Cette vacance structurelle liée généralement à l'obsolescence du parc ou d'une fraction des logements est particulièrement marquée dans les secteurs les plus ruraux « en déclin » situés dans la partie est de la région. Dans ces territoires on relève les taux de vacances structurels les plus élevés (compris entre 6% et 8% et au-delà des 8%) ; conséquence de la conjonction d'un parc ancien important et d'une plus faible demande en logement.

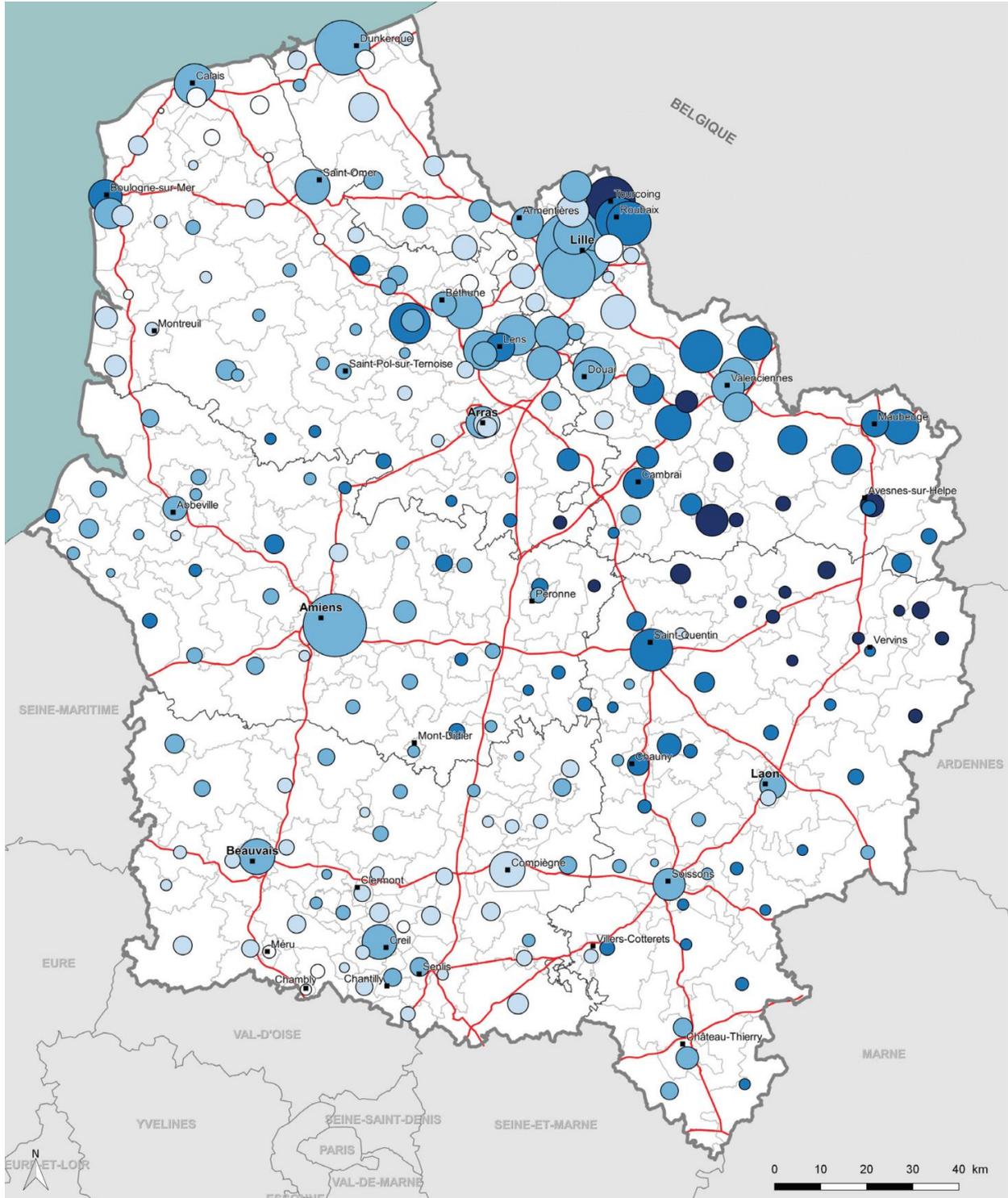
Une des régions où la densité de logements sociaux est la plus importante

La région Hauts-de-France est l'une des plus denses en logements sociaux. La part du parc HLM qui s'élève à 21,4 % dépasse celle de la France métropolitaine de 6 points.

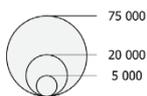


Un potentiel de logements à rénover important mais disparate

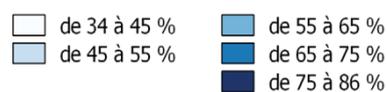
Résidences principales construites avant 1975
 Source : DREAL Hauts-de-France – Filocom 2015



Nombre de résidences principales construites avant 1975



Part des résidences principales construites avant 1975 dans le parc total de résidences principales



Un potentiel de logements à rénover important mais disparate

Objectif BBC Rénovation
en Hauts-de-France après application
des coefficients géographiques
104 kWh_{EP}/m².an

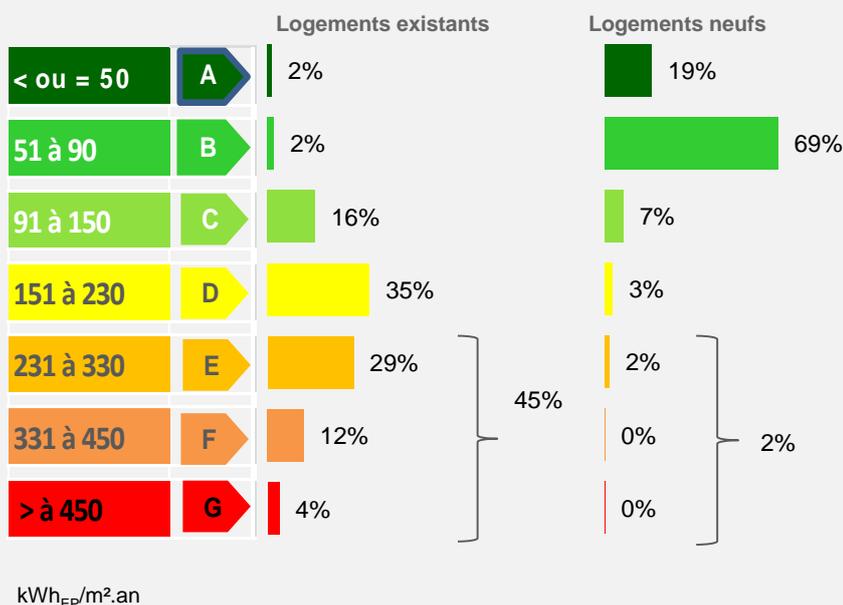
Objectif BBC Neuf
en Hauts-de-France après application
des coefficients géographiques
65 kWh_{EP}/m².an

i 1 kWh_{EF} = 2,58 kW_{EP}
pour l'électricité
1 kWh_{EF} = 1 kW_{EP}
pour les autres énergies (gaz, bois,
réseaux de chaleur,...)

Répartition des logements existants et neufs selon les étiquettes énergétiques dans les Hauts-de-France

Unité : % des DPE exploitables au 1^{er} juillet 2018

Source : Traitement CERC Hauts-de-France à partir des données de l'Observatoire DPE de l'ADEME



Une forte proportion de logements énergivores

Dans les Hauts-de-France, la part des logements considérés comme énergivores est importante. Plus de deux logements existants vendus ou loués sur cinq sont dans les classes énergétiques les plus consommatrices, les classes E, F ou G.

16% des logements existants vendus ou loués sont des passoires énergétiques, classés en F ou G. Parmi elles, 18% des maisons sont dans cette situation.

Logements existants en étiquette E, F ou G

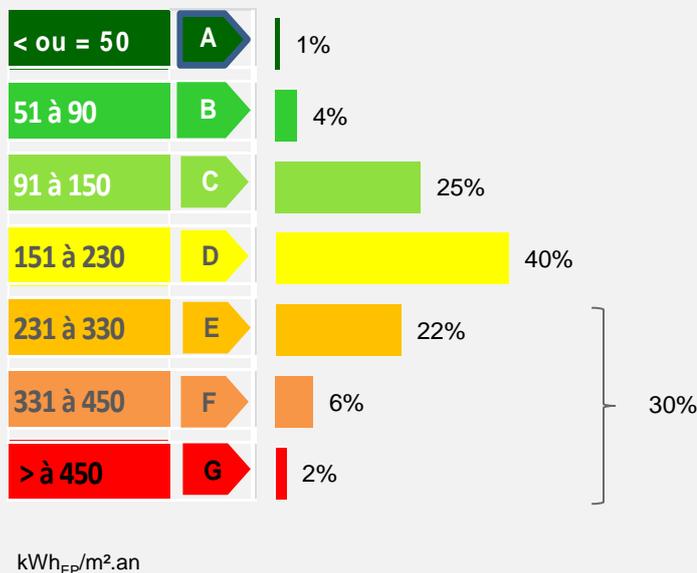
45%
pour les
logements
existants vendus
ou loués

30%
pour les
logements
sociaux

Répartition des logements sociaux selon les étiquettes énergétiques dans les Hauts-de-France

Unité : % de logements sociaux au 1^{er} janvier 2017

Source : Traitement CERC Hauts-de-France à partir des données DREAL/ RPLS 2017



Parmi les plus de 568 milliers de logements du parc social régional que compte les Hauts-de-France au 1^{er} janvier 2017, plus de 409 milliers, soit 72% (79% dans l'hexagone), ont été audités en matière de diagnostic énergétique.

30% des logements sociaux expertisés et renseignés sont en étiquette E à G

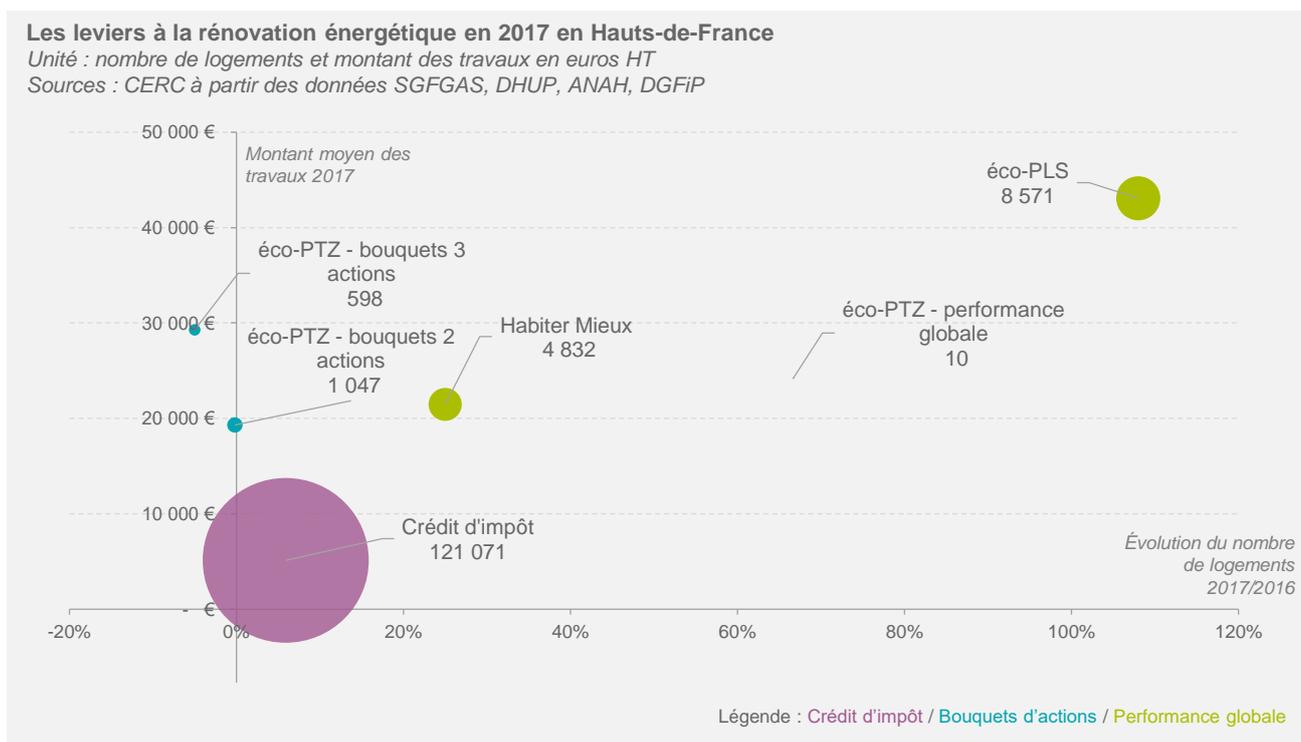
Ainsi, les DPE renseignés montrent que 8% des logements sociaux se classent parmi les étiquettes les plus énergivores (classes F et G).

LES LEVIERS À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS LE BÂTIMENT



📍 Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités

Le bilan 2017 des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique



En région, les leviers à la rénovation énergétique du logement privé ont globalement été plus sollicités en 2017 qu'en 2016. Seuls les bouquets d'actions dans le cadre de l'éco-PTZ enregistre une diminution de bénéficiaires.

✧ Le **crédit d'impôt** reste le principal levier sollicité par les ménages pour leurs travaux de rénovation énergétique. En 2017, plus de 120 000 foyers ont bénéficié de ce dispositif pour leurs travaux réalisés en 2016. Le montant moyen des travaux effectués par les propriétaires est de l'ordre de 5 120€.

✧ Les rénovations dans le cadre du programme **Habiter Mieux** de l'ANAH, destiné aux foyers les plus modestes, a permis la rénovation énergétique de plus de 4 800 logements, en hausse de 25% par rapport à 2016. Le montant moyen des travaux est toujours conséquent mais en baisse (21 500 € par logement).

✧ La distribution d'**éco-PTZ** a connu un léger recul en 2017 avec 598 éco-PTZ pour des bouquets de travaux de 3 actions en 2017, soit 5% de moins que l'année précédente. 1 047 éco-PTZ pour des bouquets de 2 actions ont été souscrits par les ménages en

2017, comparable en volume à ceux distribués en 2016. L'éco-PTZ performance global enregistre une augmentation mais concerne toujours très peu de ménage.

✧ Quand à l'**éco-PLS** destiné à la rénovation des logements sociaux, il enregistre une nette accélération en 2017. Un peu plus de 8 500 logements ont bénéficié de travaux dans le cadre de ce dispositif, soit deux fois plus qu'en 2016.

📍 Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités

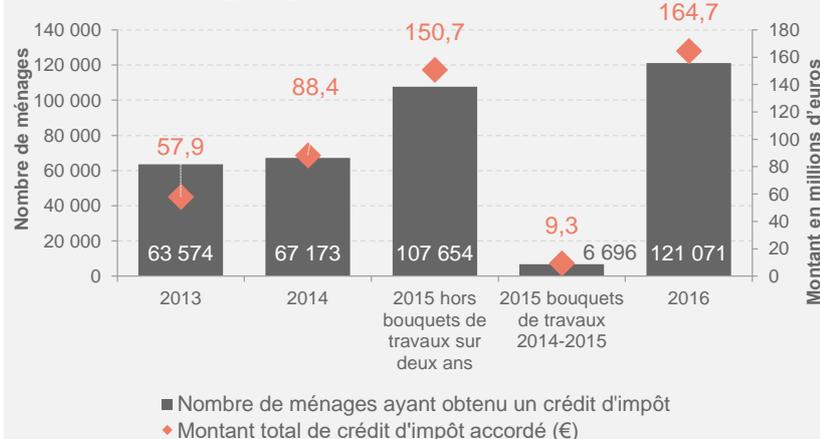
...nouveau succès du CITE (crédit d'impôt transition énergétique) en 2017

PARC PRIVÉ

	Hauts-de-France	France
...demandes de CITE en 2017	Plus de 122 500 ménages	Plus de 1 245 700 ménages
...actions réalisées en 2016	Plus de 164 900 actions	Plus de 1 664 000 actions
...dépenses en travaux	Près de 628 M€	6 539 M€

Evolution du nombre de foyers ayant obtenu un crédit d'impôt dans les Hauts-de-France

Unité : nombre de foyers; montant en €
Source : traitement CERC / DGFiP



Le nombre de ménages bénéficiaires du crédit d'impôt est en hausse de 6% sur un an.

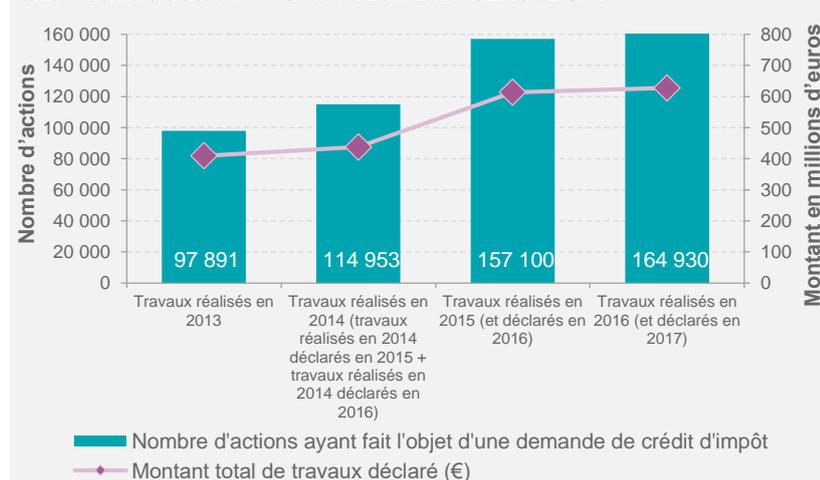
121 071 ménages ont obtenu un crédit d'impôt demandé en 2017, soit un taux d'éligibilité de 98,8%.

Un dispositif toujours plus sollicité par les ménages

164 930 actions ont fait l'objet d'une demande de CITE en 2017 pour des travaux réalisés en 2016. Ce nombre a augmenté de 5% par rapport à l'année précédente.

Évolution du nombre d'actions réalisées ayant fait l'objet d'une demande de crédit d'impôt

Unité : nombre d'actions – Source : traitement CERC / DGFiP



Le montant des travaux déclarés par les ménages en 2017 a augmenté pour atteindre près de 628 M€.

Parmi les 122 583 ménages ayant demandé un CITE en 2017, 12 000 ont réalisé un bouquet de travaux au cours de l'année 2016, dont 55% sont considéré comme des bouquets performants.

Le montant moyen des bouquets de travaux réalisés en 2016 s'élève à 10 400€.

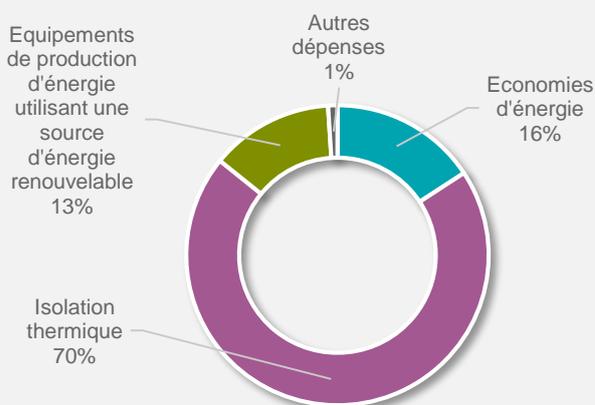
📍 Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités

L'isolation thermique principal domaine d'action dans le cadre du CITE

PARC PRIVÉ

Répartition des actions menées en 2016 (et déclarées en 2017) par les ménages

Unité : nombre d'actions réalisées - Source : Traitement CERC / DGFIP



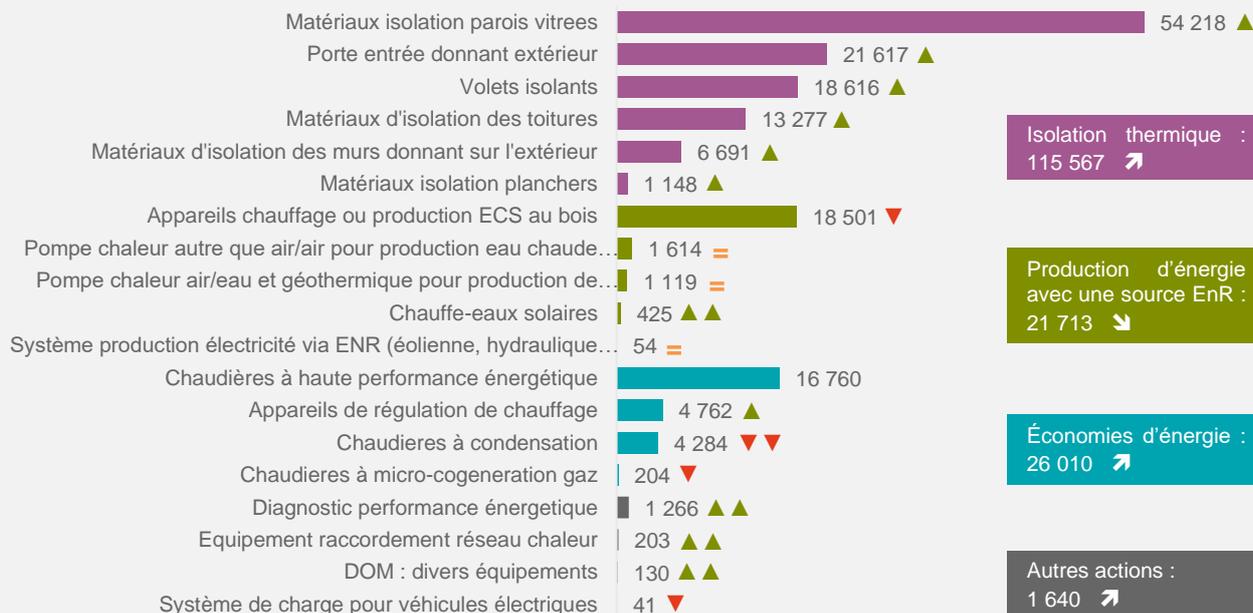
70% des actions réalisées dans le cadre du crédit d'impôt concernent des travaux d'isolation thermique.

Les travaux liés à l'isolation thermique des logements recensent plus de 115 500 actions, soit une augmentation de 6% par rapport à l'année précédente. Les actions les plus en hausse portent sur les volets isolants et les matériaux d'isolation des planchers.

Les actions liées aux équipements de production d'énergie avec une source EnR sont reparties à la baisse (-0,4%) après avoir enregistrées une hausse en 2016. Les chauffe-eaux solaires enregistrent toutefois une nette augmentation.

Actions réalisées en 2016 (et déclarées en 2017) par catégorie de travaux

Unité : nombre d'actions réalisées
Source : Traitement CERC / DGFIP



Isolation thermique / Equipements de production d'énergie utilisant une source EnR / Economies d'énergie / Autres actions

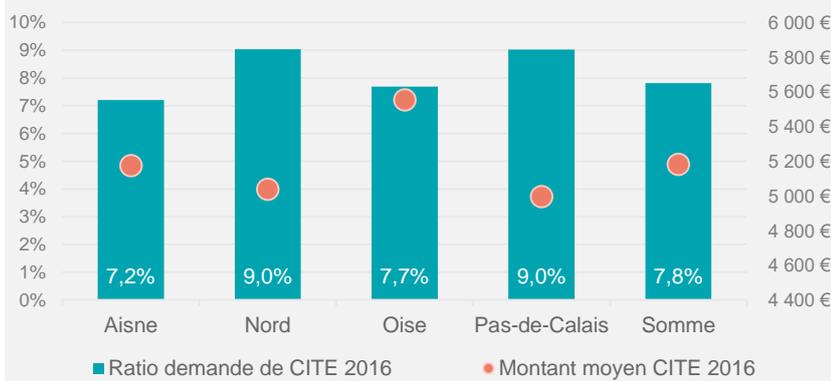
📍 Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités

CITE : des disparités selon les territoires

PARC PRIVÉ

Part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt et montant moyen des dépenses réalisées selon les départements en Hauts-de-France

Unité : % de propriétaires occupants; montant en €
Source : traitement CERC / DGFIP et INSEE RP2014



Ratio du nombre de foyers ayant demandé un crédit d'impôt en 2017 sur le nombre de propriétaires occupants

Hauts-de-France	France
8,5%	7,5%

La hausse du recours au crédit d'impôt observée en région confirme la bonne place occupée par les Hauts-de-France sur l'ensemble des régions françaises.

En région, la sollicitation du dispositif est légèrement supérieure à la moyenne nationale. En revanche, le montant moyen des travaux effectués

en région (5 120 €) est inférieur à la moyenne nationale (5 250 €) et se classe parmi les plus faibles de France.

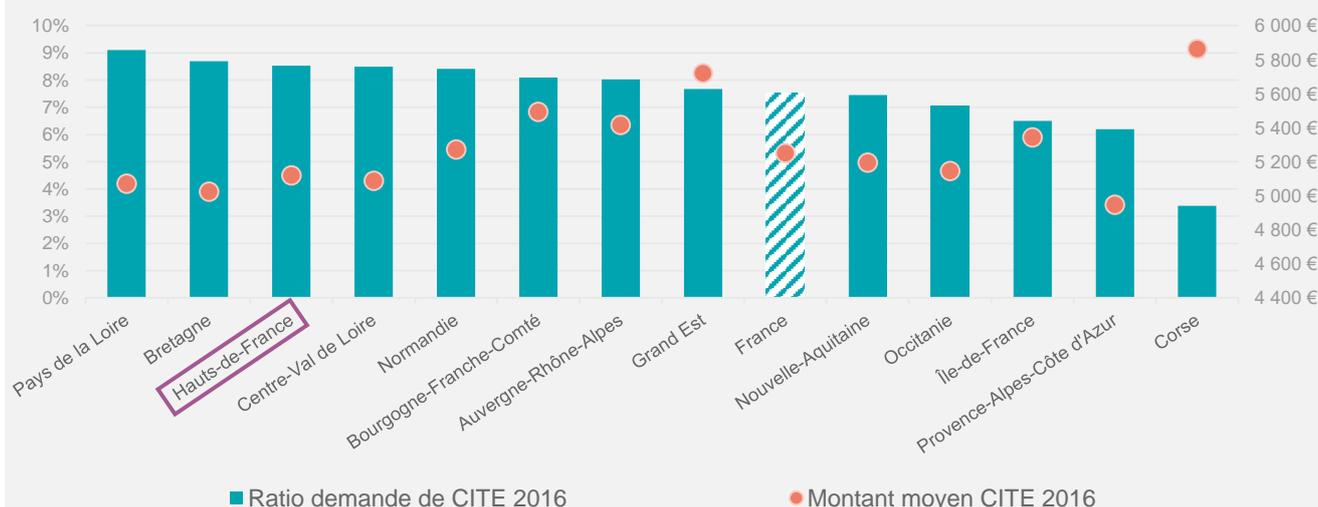
Dans les départements des Hauts-de-France, les ménages du Nord et du Pas de Calais ont eu davantage recours au crédit d'impôt : 9% des propriétaires occupants de chaque

département y ont eu recours en 2017.

Par contre, le montant moyen des travaux réalisés est supérieur à la moyenne régionale dans les départements du sud de la région, en particulier dans l'Oise (5 555€ en moyenne contre 5 120 € au niveau régional).

Part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt et montant moyen des dépenses réalisées selon les régions

Unité : % de propriétaires occupants; montant en €
Source : traitement CERC / DGFIP et INSEE RP2014



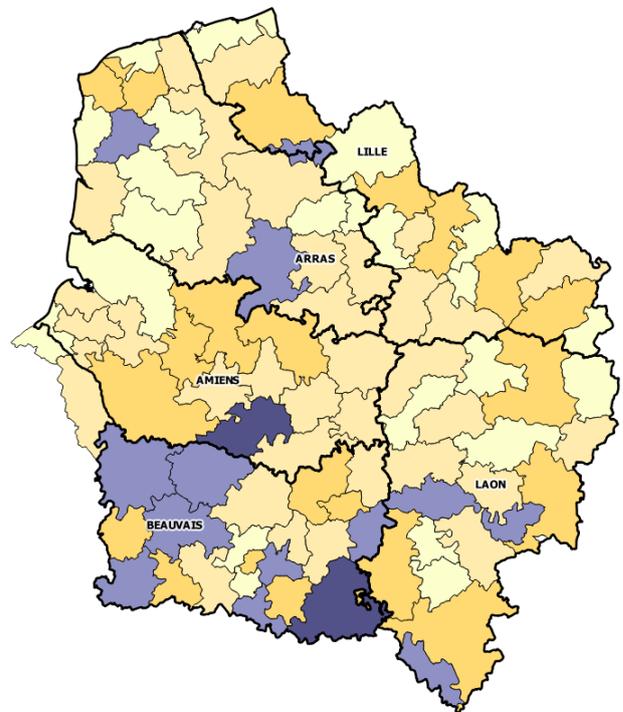
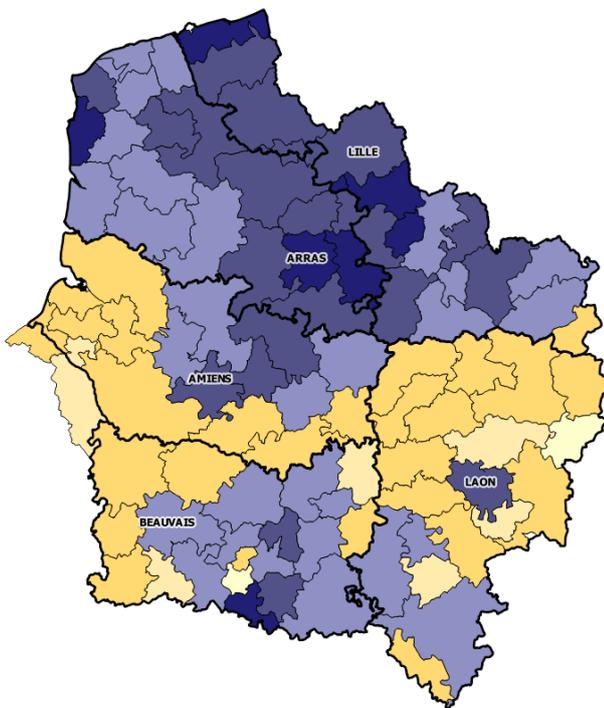
📍 Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités

CITE : un recours important en Hauts-de-France mais des montants de travaux faibles

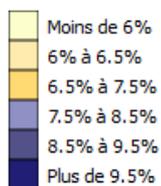
PARC PRIVÉ

Part des propriétaires occupants ayant demandé un CITE en 2017 pour des travaux effectués en 2016*

Montant moyen des travaux effectués par les foyers ayant demandé un CITE en 2017 pour des travaux réalisés en 2016*



Part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt en 2017



▬ Limites des départements
▬ Limites des intercommunalités

Montant moyen des travaux des foyers ayant demandé un crédit d'impôt en 2016



▬ Limites des départements
▬ Limites des intercommunalités

Traitement CERC - Sources : DGFIP, INSEE RP 2014

* CITE demandé en 2017 pour des travaux réalisés en 2016

Rappel : La communauté de communes des Villes Sœurs et la communauté de communes de Blangy-sur-Bresle sont situées dans les départements de la Somme et de la Seine-Maritime (Normandie).

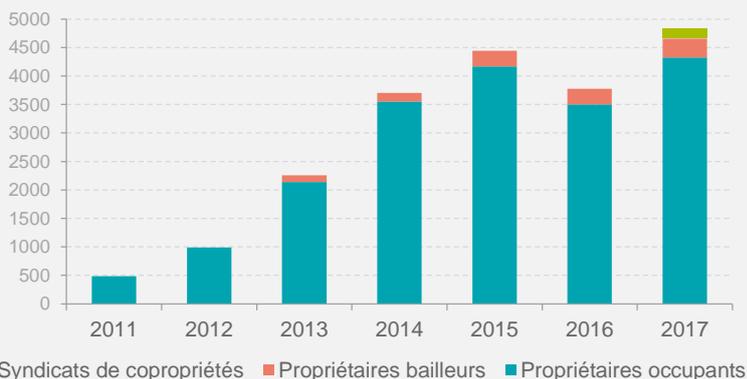
Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités

Les rénovations Habiter Mieux en augmentation

PARC PRIVÉ

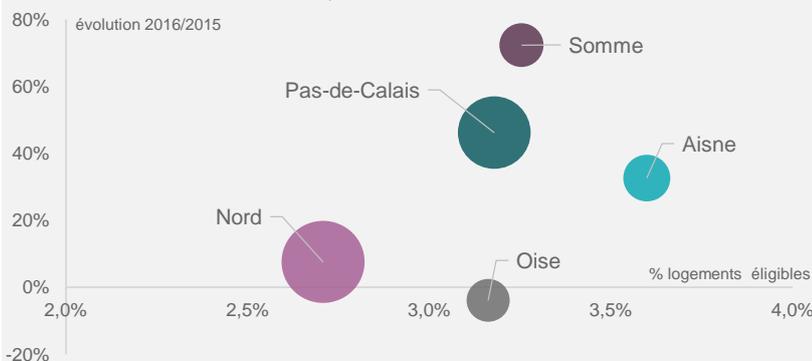
Évolution des rénovations dans le cadre du programme "Habiter Mieux" de l'ANAH dans les Hauts-de-France

Unité : nombre de logements rénovés
Source : Traitement Hauts-de-France - ANAH



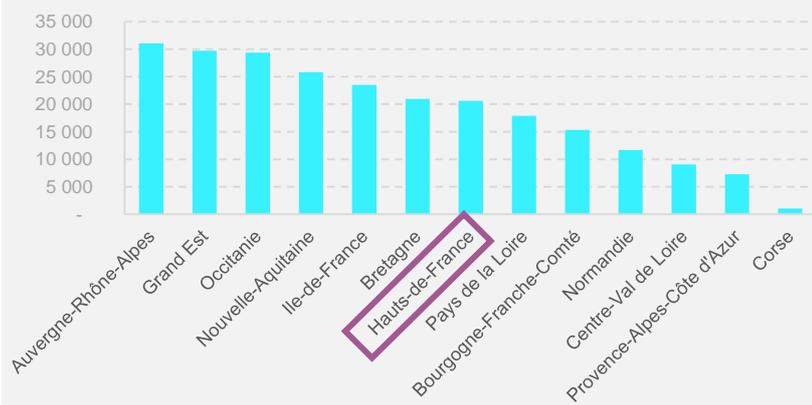
Rénovation dans le cadre du programme Habiter Mieux de l'ANAH en Hauts-de-France de 2011 à 2017

Unité : ratio nombre de rénovations sur nombre de logements éligibles; évol. 1 an
Source : Traitement CERC / ANAH, DREAL



Logements ayant bénéficiés du programme "Habiter Mieux" par région (cumul 2011-2017)

Unité : nombre de logements
Source : ANAH



Nombre de logements rénovés via le programme en 2017 (Evol. 1 an)

Hauts-de-France	France
4 832	52 266
+25%	+28%

Reprise globale du programme « Habiter Mieux » dans les Hauts-de-France en 2017

En 2017, plus de 4 800 logements ont été rénovés dans le cadre du programme « Habiter Mieux » de l'ANAH. Ce dispositif destiné à aider des ménages ou des bailleurs privés modestes dans la réalisation de travaux de rénovation thermique est en hausse de 25% par rapport à 2016. Ce progrès, que l'on peut aussi observé au niveau national, est net dans les départements de la Somme, le Pas-de-Calais et l'Aisne. Dans le Nord, le programme s'est maintenu et a progressé de 8%. À l'inverse, l'Oise a enregistré un recul de 4% par rapport à 2016.

En 2017, le montant total des travaux éligibles s'élève à 104 millions d'€ HT soit un montant moyen de travaux de près de 21 500 € HT par logement.

En 2017, les logements des propriétaires occupants rénovés via le programme Habiter Mieux ont atteint un gain énergétique de 42% en moyenne contre les 25% minimum requis pour bénéficier de l'aide. Pour 65% des logements privés, les travaux de rénovation s'élevaient à moins de 20 000 € par logement.

Le gain énergétique moyen des logements de propriétaires bailleurs s'élève à près de 70% (condition de 35% minimum). Le montant des travaux était supérieur à 50 000 € par pour 70% des logements rénovés.

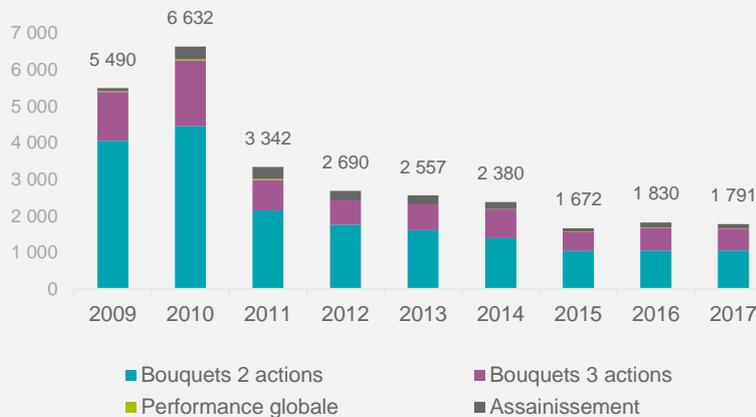
📍 Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités

Les bouquets de travaux liés à l'éco-PTZ concernent majoritairement l'isolation thermique des parois vitrées

PARC PRIVÉ

Evolution de la distribution d'éco-PTZ en Hauts-de-France

Unité : nombre de logements
Source : Traitement CERC / SGFGAS



Nombre d'éco-PTZ distribués en 2017 (évol. 1 an)

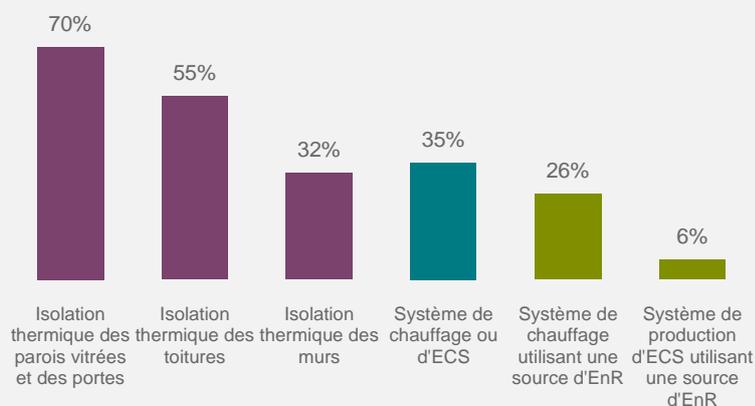
Hauts-de-France	France
1 791	24 009
-2%	+6%

Après une nette contraction du nombre d'éco-PTZ en 2015 (-30% par rapport à 2014), le dispositif destiné à financer des travaux d'amélioration de la performance énergétique s'est légèrement redressé en 2016. Toutefois, le recours à l'éco-PTZ est reparti à la baisse en 2017, restant très en dessous des niveaux d'avant 2015.

1 791 éco-PTZ ont été distribués dans la région en 2017. Les bouquets de travaux 2 actions, représentant 58% des éco-PTZ délivrés. Ils restent stables par rapport à 2016. En parallèle, les bouquets de travaux 3 actions (33% des éco-PTZ distribués) diminuent de 5% par rapport à 2016.

Répartition des types de travaux effectués dans le cadre de l'éco-PTZ dans les Hauts-de-France

Unité : % du nombre de logements
Source : traitement CERC Hauts-de-France - SGFGAS



70% des bouquets de travaux concernent des travaux d'isolation des parois vitrées

En 2017, les principaux types de travaux concernent toujours l'isolation thermique. Dans cette catégorie de travaux, on trouve au premier rang celle des parois vitrées, en deuxième position celle des toitures et au 3^{ème} rang celle des murs.

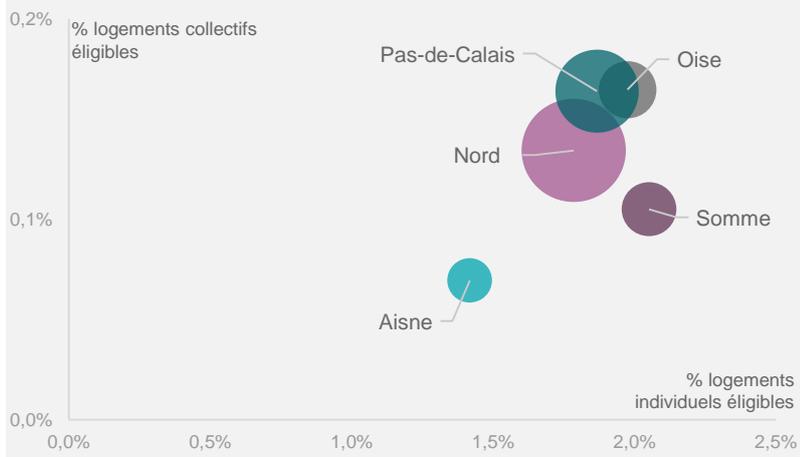
📍 Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités

L'éco-PTZ essentiellement mobilisé dans l'individuel...

PARC PRIVÉ

Distribution départementale d'éco-PTZ cumulés de 2009 à 2017 en Hauts-de-France

Unité : ratio nombre d'éco-PTZ sur nombre de logements éligibles
Source : Traitement CERC / SGFGAS, INSEE RP 2008



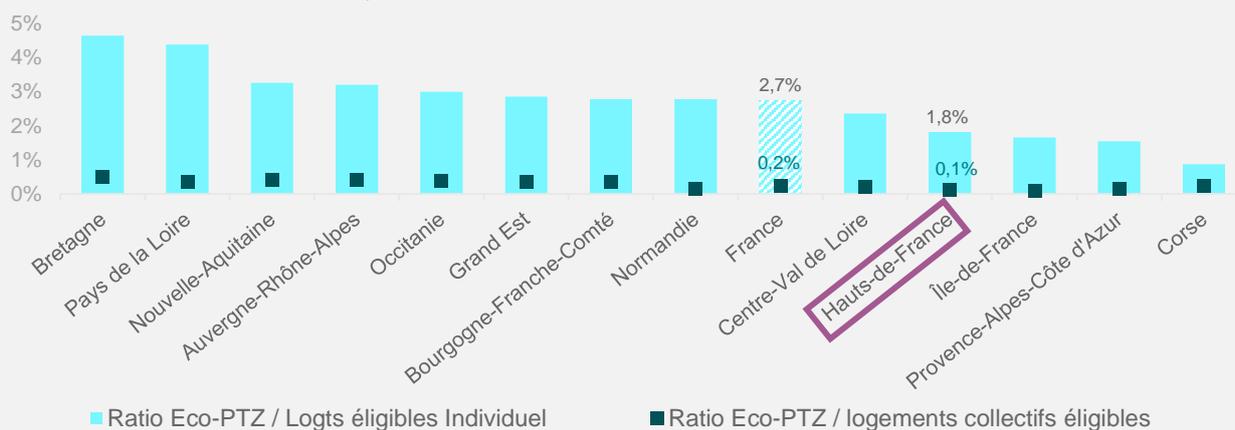
Taille des bulles proportionnelle au nombre d'éco-PTZ distribué depuis 2009

Seulement 1,4 % des logements éligibles bénéficiaires de l'éco-PTZ

Depuis la mise en place du dispositif en 2009, près de 27 700 ménages ont eu recours à un éco-PTZ pour leurs travaux, soit 1,4% des ménages qui habitent dans un logement éligible (logements construits avant 1990). Comme au niveau national, ce sont principalement les ménages des logements individuels qui ont eu recours à ce dispositif : 1,8% des maisons éligibles ont eu recours à l'éco-PTZ. Toutefois, la région est en deçà du niveau national et se classe parmi celles qui ont eu le moins recours à ce dispositif par rapport au nombre de logements qui peuvent y prétendre.

Distribution d'éco-PTZ cumulée de 2009 à 2017 en France

Unité : ratio nombre d'éco-PTZ sur nombre de logements éligibles
Source : Traitement CERC / SGFGAS, INSEE RP 2008



0,2% des éco-PTZ attribués pour des travaux d'économie d'énergie dans les logements collectifs éligibles

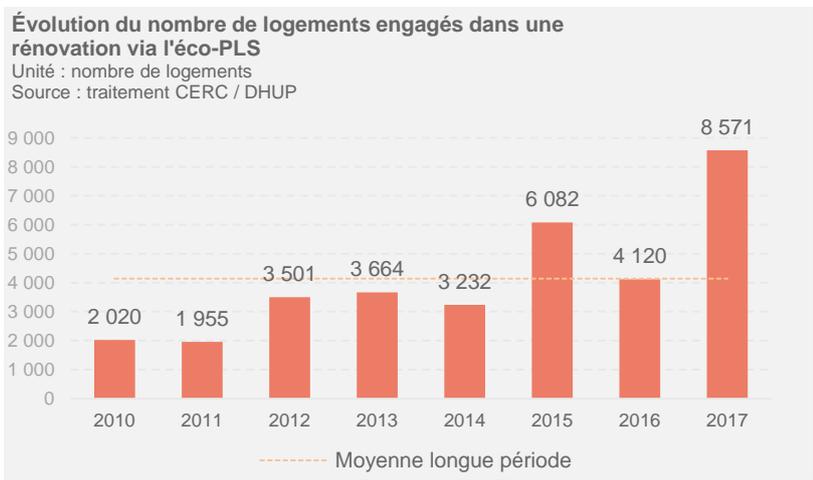
La sous représentation de l'éco-PTZ pour le financement de travaux d'économie d'énergie dans les résidences principales collectives est avérée dans toutes les régions métropolitaines. La mise en place d'un éco-PTZ spécifique depuis

2014 à destination des résidences principales en copropriétés, (pouvant venir en complément d'un éco PTZ individuel) semble avoir eu peu d'impact.

Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités

Reprise de l'éco-PLS en 2017

PARC SOCIAL

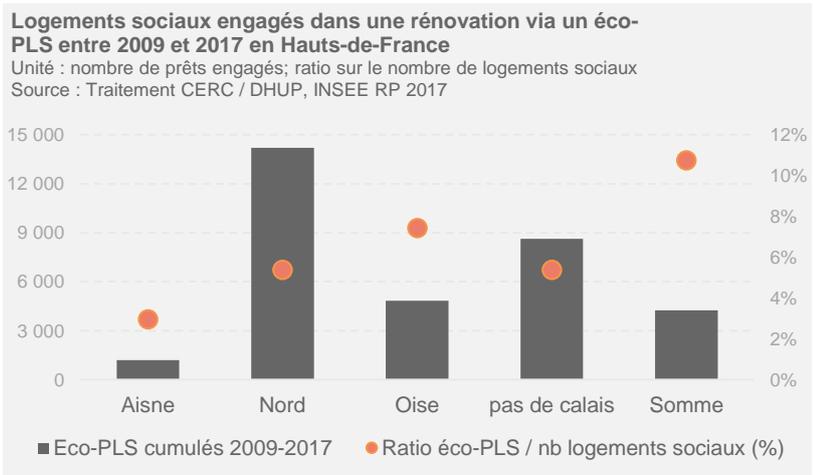


Nombre de logements engagés éco-PLS en 2017 (évol. 1 an)

Région	Nombre de logements engagés	Évolution (1 an)
Hauts-de-France	8 571	+108%
France	65 916	+59%

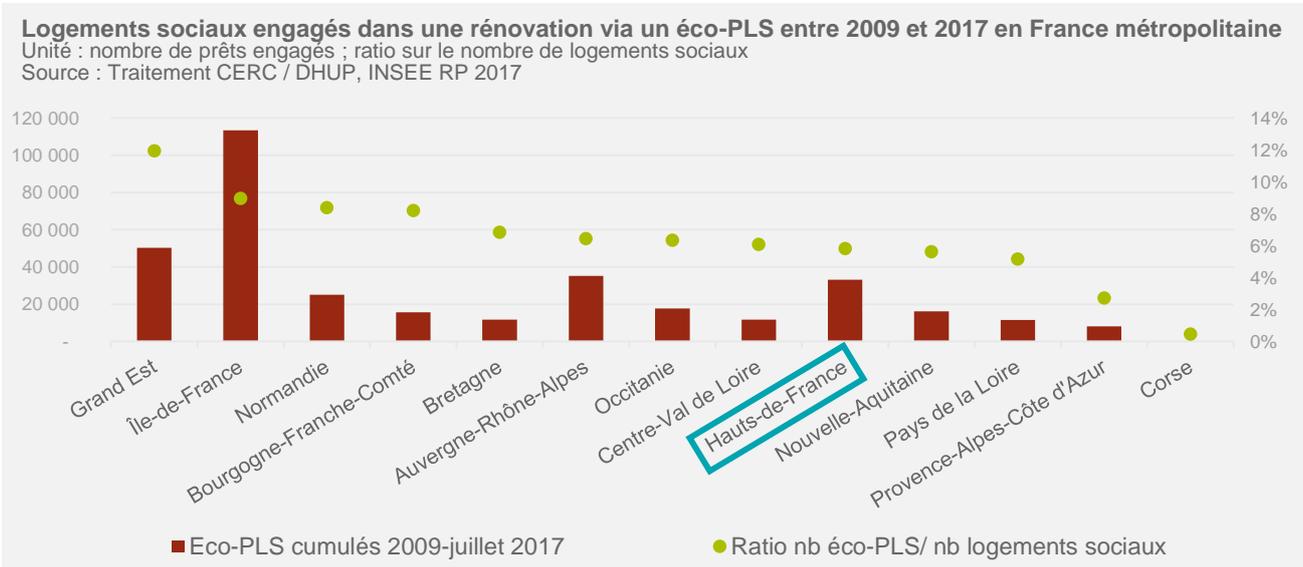
En 2017, 8 570 logements sociaux ont été engagés dans une rénovation énergétique via l'éco-PLS. Ce nombre est en nette hausse comparé à 2016.

Le montant des travaux réalisés sur ces 8 570 logements s'élève à plus de 369 M€ HT, soit un montant moyen d'environ 43 100 € par logement. Les Hauts-de-France, qui regroupent 12% du parc social français, représentent 13% des éco-PLS engagés en France en 2017.



Plus de 33 100 logements sociaux rénovés via l'éco-PLS depuis 2009

Depuis 2009, 5,8% des logements sociaux de la région ont été rénovés via l'éco-PLS (7,4% en France).



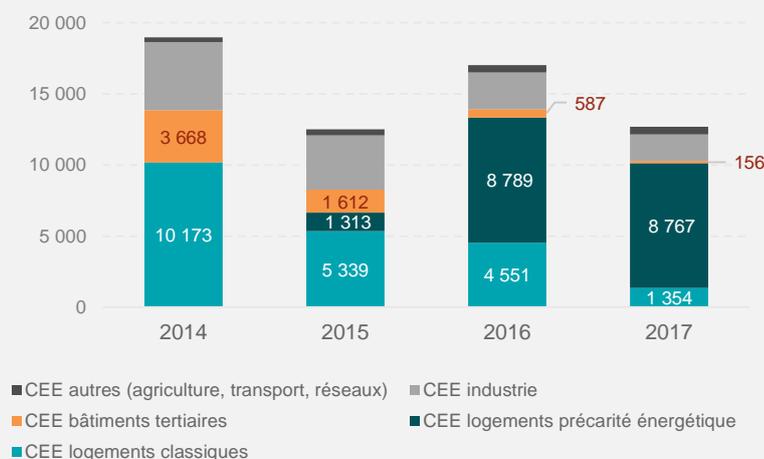
📍 Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités

En 2017, 80% des certificats d'économie d'énergie (CEE) ont été distribués dans le secteur résidentiel

Évolution du volume de CEE distribué en région

Unité : GWh cumac

Source : Ministère de la transition écologique et solidaire



Volume en GWh cumac de CEE (classiques et précarité énergétique) pour le logement distribué en 2017 (évol. 1 an)

Hauts-de-France	France
10 121	94 902
-24%	-20%

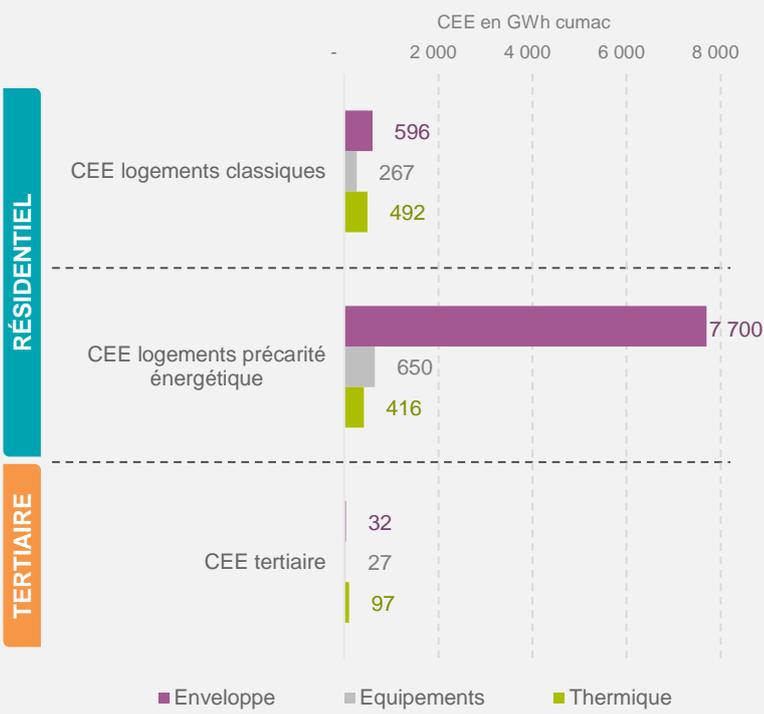
Volume en GWh cumac de CEE pour les bâtiments tertiaires distribué en 2017 (évol. 1 an)

Hauts-de-France	France
156	1 827
-73%	-74%

Répartition des CEE distribués en 2017 par domaine d'opérations

Unité : GWh cumac

Source : Ministère de la transition écologique et solidaire



ⓘ Les certificats d'économies d'énergie sont comptabilisés en kilowattheure (kWh) d'énergie finale économisée, cumulée, actualisée (cumac) sur la durée de vie du produit.
1 GWh cumac = 1 000 000 kWh cumac

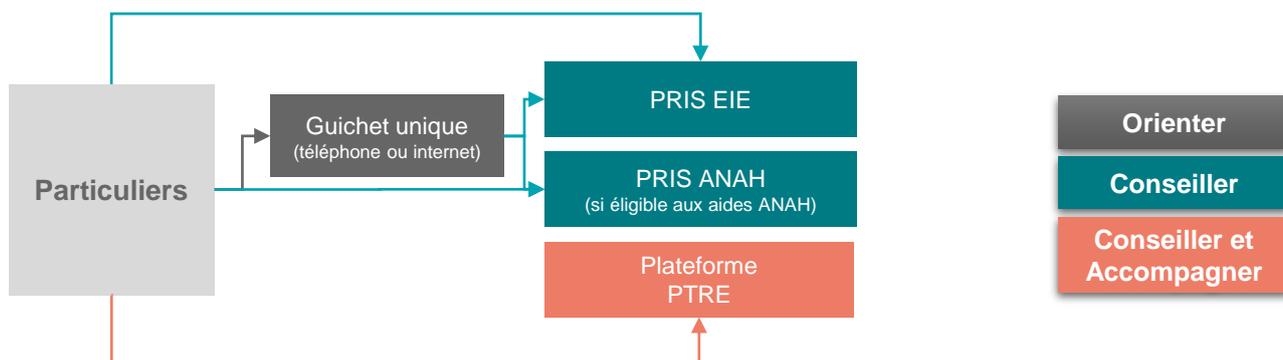
Enveloppe : isolation des combles, des toitures, des planchers ou des murs; fenêtre ou porte-fenêtre avec vitrage isolant; ...

Équipements : lampe LED de classe A+; luminaire à modules LED; système hydro-économe; ...

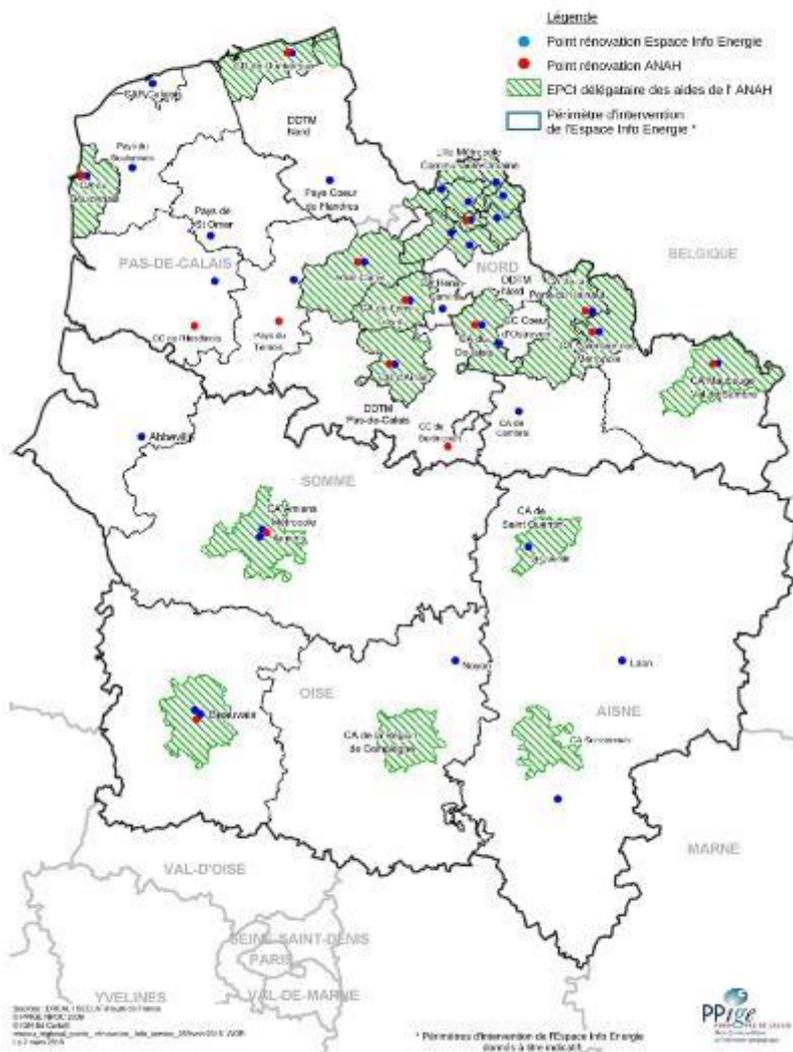
Thermique : chaudière individuelle ou collective à haute performance énergétique; appareil indépendant de chauffage au bois; isolation d'un réseau hydraulique de chauffage; système de ventilation double flux; ...

📍 L'accompagnement des projets de rénovation énergétique dans les territoires

Les Points Rénovation Info Service (PRIS) et les Plateformes Territoriales de la Rénovation Énergétique (PTRE)



RÉSEAU RÉGIONAL DES POINTS RÉNOVATIONS INFO SERVICE
RÉGION HAUTS-DE-FRANCE



En s'appuyant notamment sur le réseau existant des Espaces Info Énergie et les compétences des ANAH et ADIL, l'État a structuré l'offre d'accompagnement des particuliers dans la rénovation de leur logement.

La région Hauts-de-France compte 54 Points Rénovation Infos Service, dont 16 points rénovation ANAH et 38 espaces info énergie (EIE).

A partir du 1^{er} janvier 2016, des Plateformes Territoriales de la Rénovation Énergétique (PTRE) entrent en activité sur certains territoires de la région, en complément des PRIS, afin notamment d'accompagner les particuliers dans la réalisation de leur projet de rénovation.

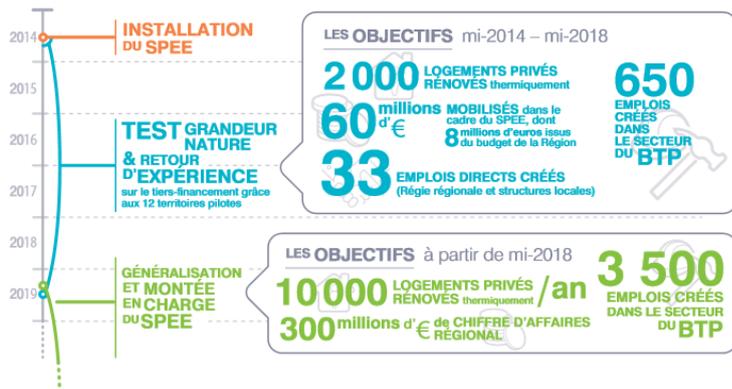
Dans les Hauts-de-France, on dénombrait début 2017 cinq plateformes territoriales de la rénovation énergétique et des projets de création.

5 territoires ont leur plateforme de conseil et d'accompagnement. Il s'agit de :

- Amiens Métropole,
- Communauté d'agglomération de Saint-Quentin,
- Communauté d'agglomération de la région de Compiègne,
- Communauté d'agglomération du Soissonnais
- Union des communautés de communes du Sud de l'Aisne (UCCSA)
- Communautés de communes de la Thiérache

L'accompagnement des projets de rénovation énergétique dans les territoires

Le SPEE (Service Public de l'Efficacité Énergétique)



Picardie Pass Rénovation



Il s'agit à travers ce dispositif d'accompagner et d'inciter les propriétaires occupants et bailleurs de logements individuels à réaliser des travaux de rénovation énergétique. Il concerne aussi les copropriétaires privés, les sociétés civiles immobilières, le petit tertiaire et les communes ayant des logements locatifs.

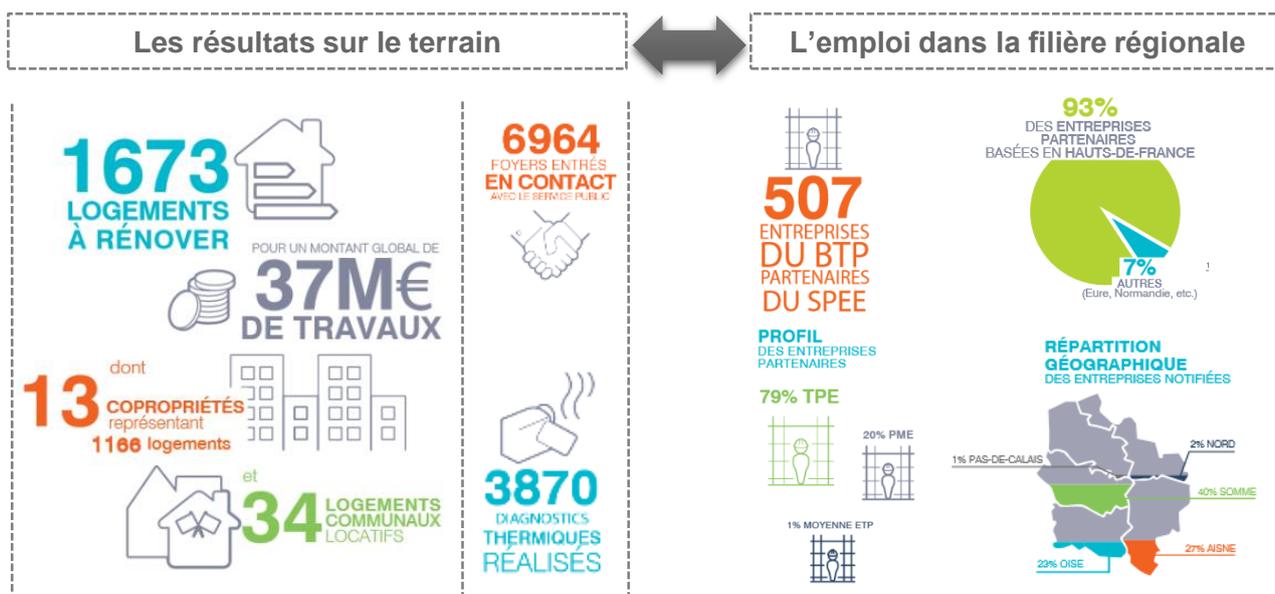
Jusqu'en 2017, le dispositif était déployé sur des secteurs précis d'habitation de l'ex-Picardie. Depuis début 2018, il est généralisé à l'ensemble des Hauts-de-France.

Hauts-de-France Pass Copropriété



Le dispositif a été créé en janvier 2018 pour accompagner spécifiquement les copropriétés privées dans leur projet de rénovation.

Les chiffres à juillet 2018



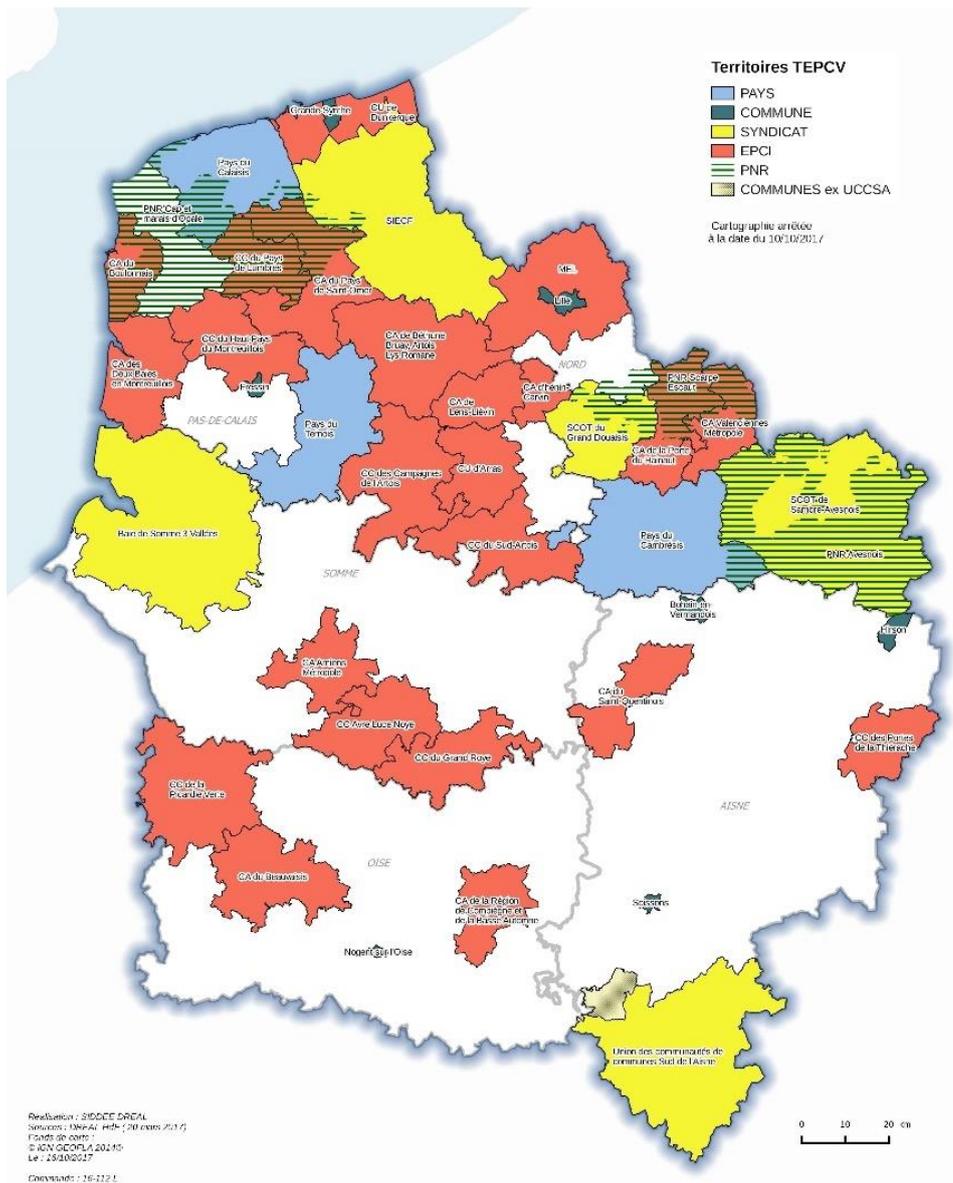
Source : site internet Picardie Pass Rénovation : www.pass-renovation.picardie.fr/ rapport d'activité juillet 2018

Issu d'une expérimentation réalisée sur 3 ans sur les territoires de la Picardie, le SPEE (la régie régionale du Service Public de l'Efficacité Énergétique) est opérationnel depuis mi-2014. Il fonctionne comme un guichet unique et s'appuie sur le dispositif Picardie Pass Rénovation: service clé en main associant un accompagnement technique complet et une solution de financement reposant sur le principe du tiers financement.

L'accompagnement des projets de rénovation énergétique dans les territoires

Les Territoires à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV)

Territoires lauréats de l'appel à projet TEPCV (mars 2017)
Source : DREAL Hauts-de-France



Un territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) est un territoire d'excellence de la transition énergétique et écologique. Six domaines d'actions sont prioritaires dans ces territoires :

- La réduction de la consommation d'énergie;
- La diminution des pollutions et le développement des transports propres;
- Le développement des énergies renouvelables;
- La préservation de la biodiversité;
- La lutte contre le gaspillage et la réduction des déchets;
- L'éducation à l'environnement.

Rappel sur les signes de reconnaissances

Les signes de reconnaissance regroupent deux type de démarches

Les démarches de qualité environnementale : il s'agit d'intégrer dans la conception, la réalisation voire l'usage d'un bâtiment la prise en compte de plusieurs aspects environnementaux (gestion des ressources, performance énergétique, santé, confort...). Ces démarches sont validées par une certification par un organisme accrédité ou une reconnaissance par une association interprofessionnelle compétente.

Une démarche de qualité environnementale est généralement accompagnée d'une exigence minimum de performance énergétique et peut proposer l'obtention d'un label plus exigeant en option.

Les démarches de performance énergétique : il s'agit de concevoir et réaliser un bâtiment dont la consommation énergétique sera sous un seuil défini réglementairement. Ces démarches se concentrent par conséquent essentiellement sur la prise en compte de l'aspect énergétique (équipements performants, isolation, étanchéité à l'air, ...) et peuvent être validées par l'obtention d'un label de performance énergétique (non systématique).

Une labellisation de performance énergétique doit obligatoirement être demandée à l'un des quatre certificateurs reconnus par l'Etat et accrédités par le COFRAC (Cerqual, Cequami et Promotelec pour les logements, Certivea pour les locaux). Le label est associé à l'une des certifications de qualité proposées par les certificateurs. Il n'est donc pas nécessairement associé à une démarche de qualité environnementale du bâtiment.

Les démarches de qualité environnementale et les performances énergétiques associées

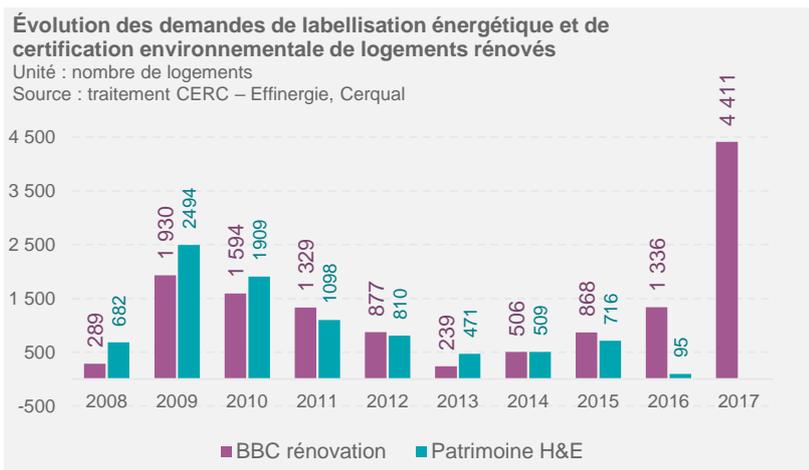
Organisme	Type de construction				Démarches de qualité environnementale		Type de démarche		Phases des opérations prises en compte			Niveau minimum de performance énergétique associé aux démarches						
	Maison individuelle (en secteur diffus)	Maison individuelle groupées	Logement collectif	Tertiaire	Neuf	Réhabilitation	Certification	Reconnaissance	Conception	Réalisation	Usage	HPE 2005	THPE / THPE EnR 2005	BBC-Effinergie	RT 2012	Niveau RT 2012 -10%	Effinergie +	BEPOS Effinergie
Certivea				✓	NF bâtiments tertiaires - démarche HQE		✓		✓	✓		✓	en option	en option	✓		en option	en option
Cerqual		✓	✓		Habitat & Environnement	Patrimoine Habitat & Environnement	✓		✓	✓		✓	en option	en option	✓	en option	en option	en option
					NF logements - démarche HQE		✓		✓	✓		✓	en option	en option	✓	en option	en option	en option
Cequami	✓				NF maison individuelle - démarche HQE	NF maison rénovée - démarche HQE	✓		✓	✓		✓	en option	en option	✓	en option	en option	en option
Promotelec	✓	✓	✓		Label Performance – mention «Habitat respectueux de l'environnement »		✓		✓	✓					✓		en option	en option

Si soumis à la RT 2005
Si soumis à la RT 2012

📍 Sur le parc existant, des labellisations énergétiques et environnementales ...

Les labellisations énergétiques et la qualité environnementale des logements

LOGEMENTS RÉNOVÉS



Nombre de logements rénovés avec demande de labellisation énergétique et de certification environnementale en 2017 (évol. 1 an)

	Hauts-de-France	France
Labellisations énergétiques	4 411 +230%	34 555 +108%
Certifications environnementales	0 -100%	12 -99%

En 2017, 4 411 logements ont fait l'objet d'une demande de labellisation BBC rénovation, soit 13% des demandes recensées en France. Les demandes ont explosées sur le segment du logement individuel en 2017 partout en France.

De 2007 à 2017, en région, 13 379 logements ont été engagés dans une labellisation énergétique pour des logements rénovés. Ce volume place les Hauts-de-France au 3^{ème} rang des régions

françaises, derrière l'Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes.

Les demandes de certification de qualité environnementale pour des logements rénovés sont à l'arrêt en 2017.

Avec un total de 8 784 logements engagés dans une démarche environnementale, la région se place en 2^{ème} position, toutefois très loin derrière l'Île-de-France qui comptabilise plus de 38 000 logements engagés.

i La certification «**Patrimoine Habitat & Environnement**», délivrée par Cerqual, est applicable aux logements collectifs et individuels groupés de plus de 10 ans. Il s'agit d'une démarche qui a pour objectif de prendre en compte la préservation de l'environnement tout au long du cycle de vie du logement.

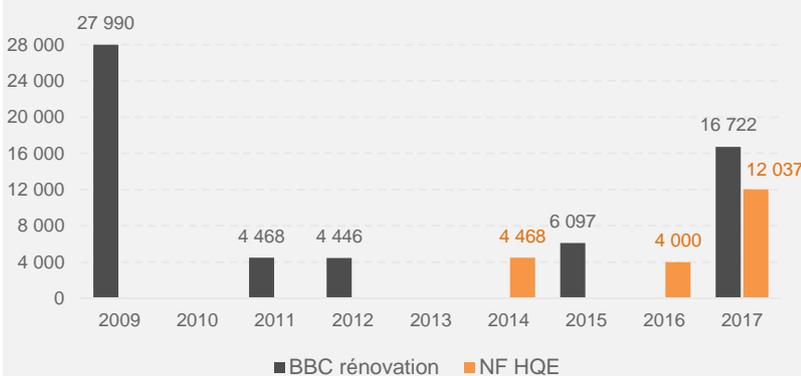
📍 Sur le parc existant, des labellisations énergétiques et environnementales ...

Les labellisations énergétiques et la qualité environnementale des bâtiments tertiaires rénovés

TERTIAIRE RÉNOVÉ

Évolution des demandes de labellisation énergétique et de certification environnementale de bâtiments tertiaires rénovés

Unité : surfaces en m²
Source : traitement CERC – Effinergie, Certivéa



En 2017, 2 opérations tertiaires ont fait l'objet d'une demande de labellisation BBC rénovation en Hauts-de-France.

De 2007 à 2017, en région, 59 723 m² de locaux ont été engagés dans une labellisation énergétique pour bâtiments rénovés.

Les Hauts-de-France arrivent à la 5^{ème} place des régions françaises, regroupant 2% des demandes passées au niveau national. À noter que l'Île-de-France cumule à elle seule 86% des demandes de

labellisation BBC rénovation pour des bâtiments tertiaires enregistrées entre 2007 et 2017.

Des demandes de certification NF HQE pour 2 bâtiments d'enseignement situés dans le Nord ont été enregistrées en 2017. En région, depuis 2007, 20 505 m² de locaux rénovés ont été engagés dans une démarche de qualité environnementale. Comme en France, le recours aux signes de reconnaissance pour des bâtiments tertiaires reste peu sollicité.

Surfaces de bâtiments tertiaires rénovés avec demande de labellisation énergétique et de certification environnementale en 2017 (évol. 1 an)

	Hauts-de-France	France
Labellisations énergétiques	16 722 m ²	252 145 m ²
Certifications environnementales	12 037 m ²	435 337 m ²

❗ La certification « NF bâtiments tertiaires – démarche HQE® » est délivrée par Certivéa, filiale du CSTB. Elle concerne les phases de programmation, de conception et de réalisation en neuf ou en réhabilitation. Une certification NF équipement sportifs – démarche HQE ainsi qu'une certification NF bâtiments tertiaires en exploitation – démarche HQE ont également été développées.

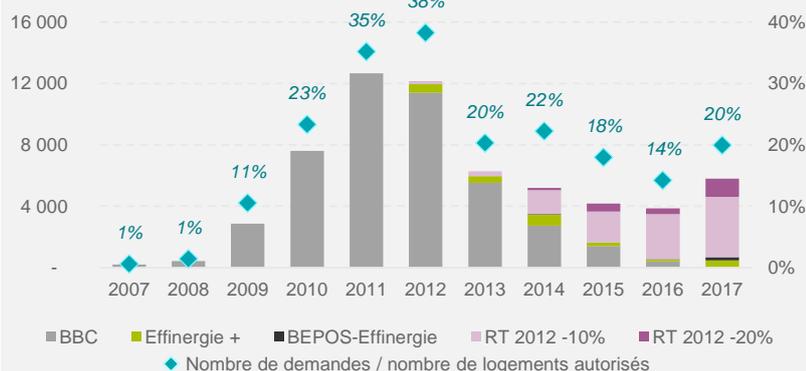
Sur le parc neuf, des labellisations énergétiques et environnementales concentrées sur certains territoires

Progression des labellisations énergétiques des logements

LOGEMENTS NEUFS

Évolution des demandes de labellisation énergétique de logements en Hauts-de-France

Unité : nombre de logements – ratio nombre de logements
Source : traitement CERC – Effinergie, Cerqual, Sitadel



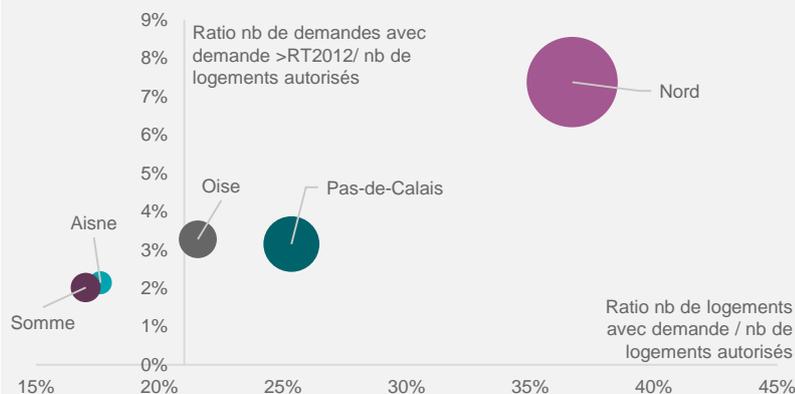
Nombre de logements avec demandes de labellisation énergétique >RT 2012 en 2017 (évol. 1 an)

Hauts-de-France	France
5 789	61 725
+67%	+31%

En 2017, 5 789 logements ont fait l'objet d'une demande de labellisation d'un niveau supérieur à la RT 2012. Le label RT 2012 -10% reste le plus sollicité (68% des demandes) et progresse de 34% par rapport à 2016. Les demandes de labels RT 2012 -20% ont été multipliées par 3,3 en un an pour atteindre 1 196 demandes en 2017.

Bilan des demandes de labellisations énergétiques de logements en Hauts-de-France de 2007 à 2017

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC / Effinergie, Cerqual, Cequami, Sitadel

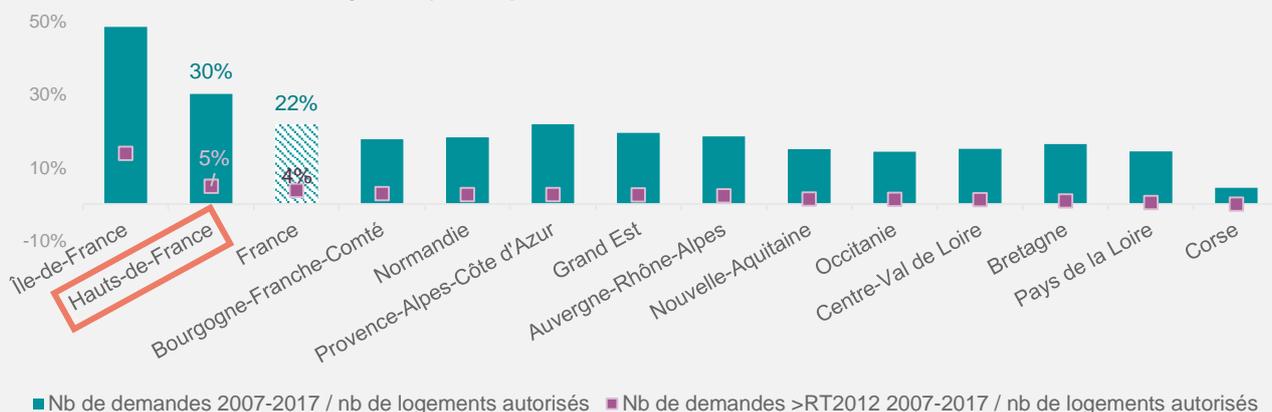


33% des autorisations avec demande de labellisation énergétique en 2017

Depuis 2007, 30% des logements autorisés ont fait l'objet d'une demande de label énergétique en Hauts-de-France (22% en France). Le département du Nord se distingue avec davantage de demandes toutes labellisations confondues (37% des autorisations depuis 2007) et de demandes de labels d'un niveau supérieur à la RT 2012 (7% des autorisations contre 5% en région).

Bilan des demandes de labellisations énergétiques 2007-2017 dans les logements en France

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC / Effinergie, Cerqual, Cequami, Sitadel

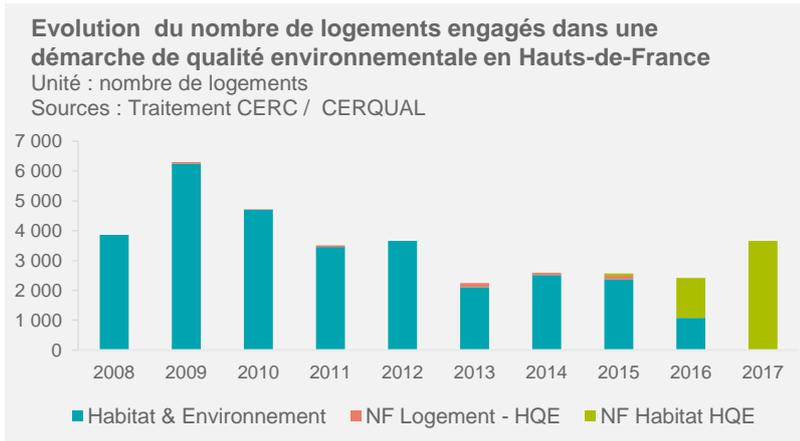


Hors Cequami en 2017

Sur le parc neuf, des labellisations énergétiques et environnementales concentrées sur certains territoires

Le label NF habitat HQE s'impose sur la qualité environnementale des logements neufs

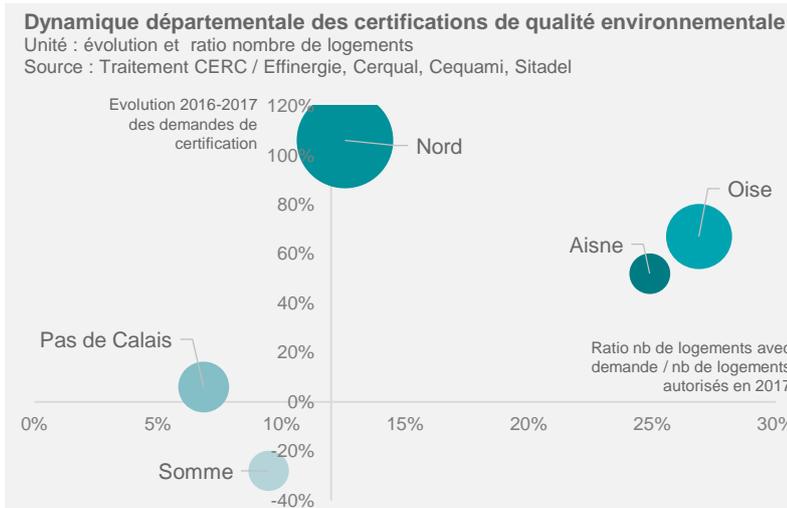
LOGEMENTS NEUFS



Nombre de logements engagés dans une démarche de qualité environnementale en 2017 (évol. 1 an)

Hauts-de-France	France
3 660 +51%	65 302 +10%

En 2017, 3 660 logements se sont engagés dans une démarche de qualité environnementale. Les demandes de label NF Habitat HQE, peu sollicitées les années précédentes, sont en forte progression depuis 2016. La certification Habitat & Environnement n'est plus sollicitée (14 demandes en 2017).



13% des logements autorisés engagés dans une démarche environnementale en 2017

Les départements de l'Oise, de l'Aisne et surtout du Nord ont enregistré une forte hausse des demandes de certification environnementale en 2017.

Dans l'Oise, 27% des logements autorisés sont engagés dans une démarche de qualité environnementale en 2017. Cette part s'élève à 25% dans l'Aisne.

i Lancée en 2003 par l'Association QUALITEL, la certification Habitat & Environnement est une démarche qui a pour objectif de prendre en compte la préservation de l'environnement tout au long du cycle de vie du logement. Elle est applicable aux opérations de logements neufs en immeubles collectifs et individuels groupés.

La certification NF – démarche HQE intègre à la fois les exigences de qualité globale de l'ouvrage de la certification NF maisons individuelles et les exigences environnementales de la démarche Haute Qualité Environnementale élaborée par l'association du même nom. La certification est attribuée à un constructeur pour l'ensemble de sa production. La certification NF Logement HQE porte seulement sur les logements collectifs et individuels groupés.

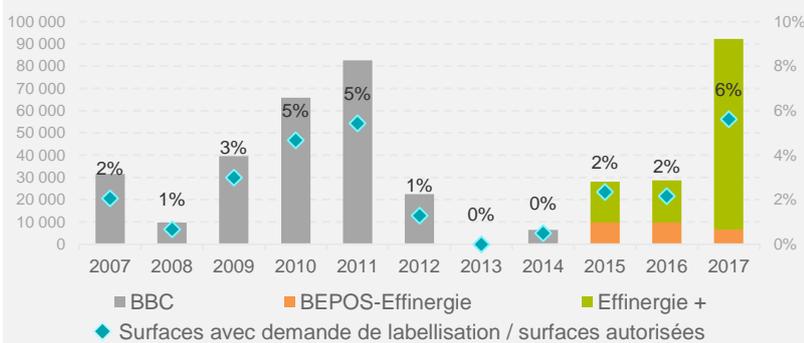
Sur le parc neuf, des labellisations énergétiques et environnementales concentrées sur certains territoires

Progression de la prise en compte du développement durable dans la construction neuve de bâtiments tertiaires

TERTIAIRE NEUF

Évolution des demandes de labellisation énergétique de bâtiments tertiaires en Hauts-de-France

Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON
Source : Traitement CERC / Effinergie, Sitadel



Surfaces de bâtiments tertiaires avec demande de labellisation énergétique et de certification environnementale en 2017 (évol. 1 an)

	Hauts-de-France	France
Labellisations énergétiques	92 233 m ² +222%	1 223 402 m ² +138%
Certifications NF HQE	75 038 m ² -46%	1 453 673 m ² -12%

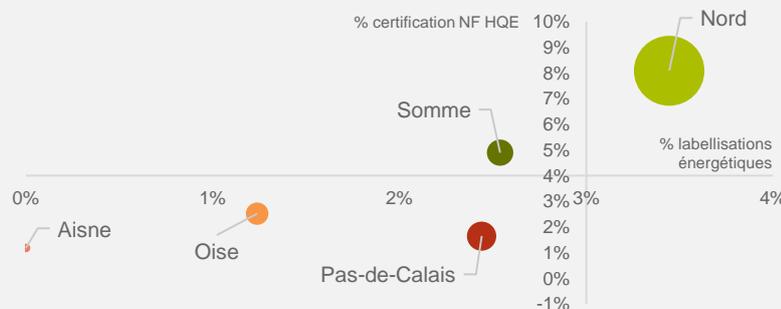
En 2017, les surfaces ayant fait l'objet d'une demande de labellisation Effinergie+ ont multipliées par 4,5 en un an, alors que les demandes de label BEPOS sont en recul de 32%. Ces demandes concernent principalement des bâtiments tertiaires du Nord.

5% des surfaces autorisées avec demande de certification environnementale en 2017

Après une forte augmentation en 2016, les demandes de certification de qualité environnementale pour des bâtiments tertiaires sont en retrait en région en 2017.

Surfaces de bâtiments tertiaires avec demande de labellisation énergétique et de certification environnementale NF HQE vs surface autorisée 2007-2017 en Hauts-de-France

Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON
Source : Traitement CERC / Effinergie, Certivea, Sitadel



Surface de bâtiments tertiaires avec demande de labellisation énergétique et de certification environnementale NF HQE vs la surface autorisée 2007 - 2017 en France

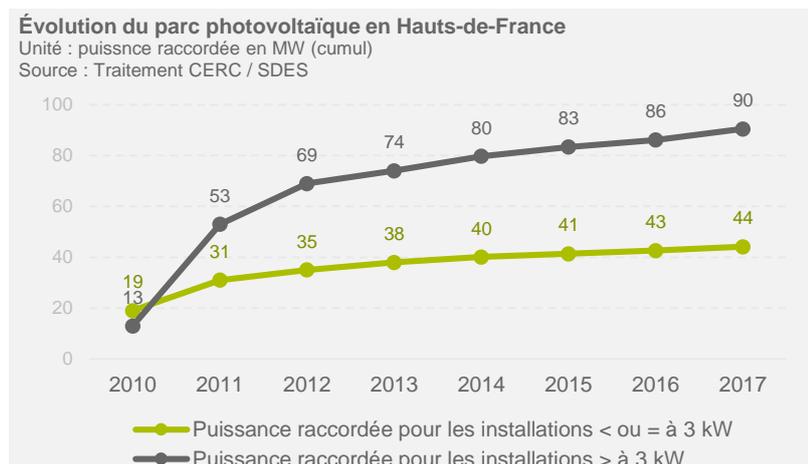
Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON -Source : Traitement CERC / Effinergie, Certivea, Sitadel



L'installation d'équipements utilisant une source d'énergie renouvelable

Faible progression du parc solaire photovoltaïque

ÉNERGIES RENEUVELABLES



Puissance solaire photovoltaïque installée cumulée à fin 2017 (évol. 1 an)

	Hauts-de-France	France
Total installations	135 MW +4%	8 044 MW +12%
dont installations de puissance ≤ 3 kW	44 MW +3%	779 MW +2%

À fin 2017, avec 135 MW installés, la région atteint 20% de l'objectif fixé par le SRCAE pour 2020 (690 MW).

5,8 MW raccordés en 2016 dont 1,5 MW pour des installations ≤ 3 kW

Les installations d'une puissance égale ou inférieure à 3 kW, essentiellement intégrées au bâti, regroupent 1/3 de la puissance installée dans les Hauts-de-France. 49% de la puissance solaire photovoltaïque régionale est installée dans le Nord, 21% dans le Pas de Calais et 12% dans la Somme.



Les équipements solaires thermiques

En 2016, 1 675 m² d'équipements solaires thermiques ont été vendus en région, principalement des chauffe-eaux solaires individuels. Les CESI vendus en Hauts-de-France représentent 6% du marché national alors que les ventes de SSC pèsent à peine 1%. Les ventes d'équipements solaires

thermiques ont fortement diminué en 2016, elles ont été divisées par 3 depuis 2013. Les CESI sont concurrencés par les chauffe-eaux thermodynamiques, notamment dans la construction neuve depuis la mise en place de la RT 2012.

Équipements solaires thermiques individuels vendus en 2016 (évol. 1 an)

	Hauts-de-France	France
CESI	1 623 m²	28 950 m² -33%
SSC	52 m²	3 660 m² -22%

CESI : Chauffe-eau solaire individuel
SSC : Système solaire combiné

Source : Observ'ER

📍 L'installation d'équipements utilisant une source d'énergie renouvelable

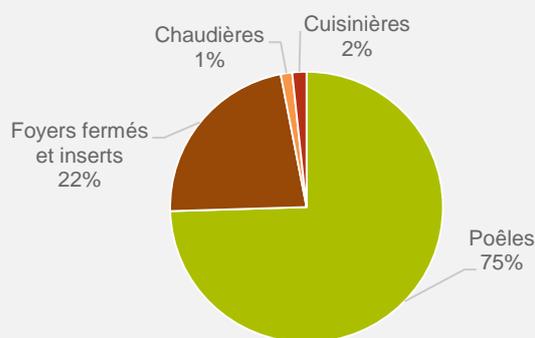
Nouveau recul du marché des appareils de chauffage au bois en région

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Répartition des appareils vendus en 2017 en Hauts-de-France

Unité : nombre d'appareils

Source : Traitement CERC / Observ'ER



i L'enquête Observ'ER ne prend pas en compte les foyers ouverts individuels, les appareils de chauffage bois destinés aux bâtiments collectifs et aux bâtiments tertiaires ou industriels. Les appareils de puissance inférieure à 36 kW ne font pas parti du champ de l'enquête.

Le label Flamme Verte a pour vocation de promouvoir l'utilisation du bois par des appareils de chauffage performants dont la conception répond à une charte de qualité exigeante en termes de rendement énergétique et d'émissions polluantes, sur laquelle s'engagent les fabricants, signataires de la charte Flamme Verte. De plus, Flamme Verte apporte la garantie que ces appareils respectent l'environnement en émettant très peu de monoxyde de carbone (CO) et de particules fines dans l'atmosphère. (source : flammeverte.org)

Ventes d'appareils individuels de chauffage au bois en 2017 (évol. 1 an)

Hauts-de-France	France
29 776	384 610
-3%	+11%

Les appareils de chauffage au bois vendus dans les Hauts-de-France représentent 8% des ventes réalisées en France en 2016

Les ventes d'appareils individuels de chauffage au bois repartent à la hausse en France.

La part d'appareils labellisés Flamme Verte s'élève à 86% pour les poêles, 67% pour les foyers et inserts et 65% pour les chaudières.

11% des appareils vendus en 2017 ont été installés dans des logements neufs. Les foyers fermés et inserts et poêles sont principalement vendus pour des opérations d'équipement dans des logements existants alors que les chaudières sont davantage sollicitées pour des opérations de renouvellement du système de chauffage.

Le marché des appareils de chauffage au bois a généré plus de 436 M€ en France (matériel et pose).

Le marché des pompes à chaleur individuelles

En 2017, les ventes de pompes à chaleur en Hauts-de-France représentent 5% du marché national.

En France, 79% des pompes à chaleur ont été installées dans le

secteur résidentiel et 21% dans le secteur tertiaire.

Le marché des PAC Air/Air est principalement orienté sur des opérations de rénovation de l'existant (87%).

Ventes de pompes à chaleur (PAC) en 2017 (évol. 1 an)

	Hauts-de-France	France
PAC géothermiques	89	3 100
	+7%	+0,2%
PAC Air/Air et Air/Eau	25 999	487 090
	-6%	+9%

Source : Observ'ER

L'IMPACT SUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE



📍 Les logements rénovés comparés aux objectifs des SRCAE et du PREH

Les logements privés rénovés énergétiquement via les dispositifs d'aides en 2017

Objectif SRCAE
53 000 logements privés entièrement rénovés par an

Rénovations avec aides terminées en 2017



Rénovations performantes avec aides terminées en 2017



Entre 14 000 et 16 000 logements privés entièrement rénovés au cours de l'année 2017 avec un ou plusieurs dispositifs d'aide (de type bouquet 2 actions minimum).

Parmi ces rénovations énergétiques de logements privés, 8 000 à 9 100 peuvent être considérées comme performantes.

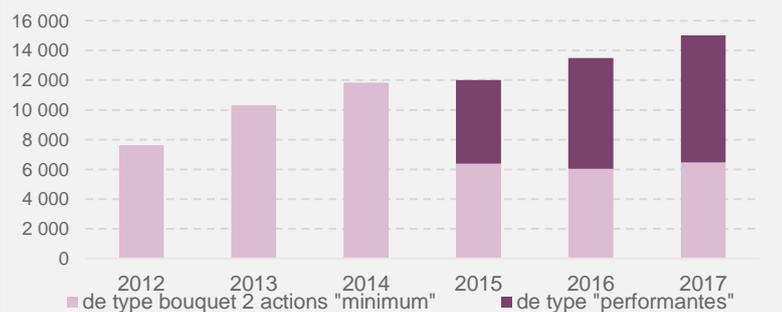
Entre 21 300 et 22 600 rénovations étalées avec recours aux aides.

Il s'agit de logements pour lesquels une action réalisée en 2017 se conjugue avec une ou plusieurs actions antérieures (2016), ce qui permet de terminer la rénovation énergétique en 2017.

Parmi les rénovations étalées de logements privés, 11 300 à 12 100 peuvent être considérées comme performantes.

Évolution du nombre de logements privés rénovés énergétiquement au cours de l'année

Unité : nombre de logements – Sources : CERC à partir des données DGFIP



📌 Rénovations performantes : rénovations intégrant des actions d'isolation sur au moins 2 postes parmi murs, toitures et fenêtres, ou permettant un gain énergétique d'au moins 35%.

📌 Ces différents résultats ont été obtenus sur la base d'une méthode d'estimation développée par le Réseau des CERC. Elle se base sur des hypothèses de cumul des dispositifs, sur l'évolution du recours au crédit d'impôts mais aussi sur la part des rénovations énergétiques ayant recours aux dispositifs d'aide selon l'enquête OPEN.

📍 Les logements rénovés comparés aux objectifs des SRCAE et du PREH

Les logements sociaux rénovés énergétiquement en 2017

Objectif SRCAE
10 000 logements sociaux entièrement rénovés par an

Rénovations terminées en 2017



Rénovations performantes terminées en 2017



8 751 logements sociaux engagés dans une rénovation énergétique en 2017 via l'éco-PLS.

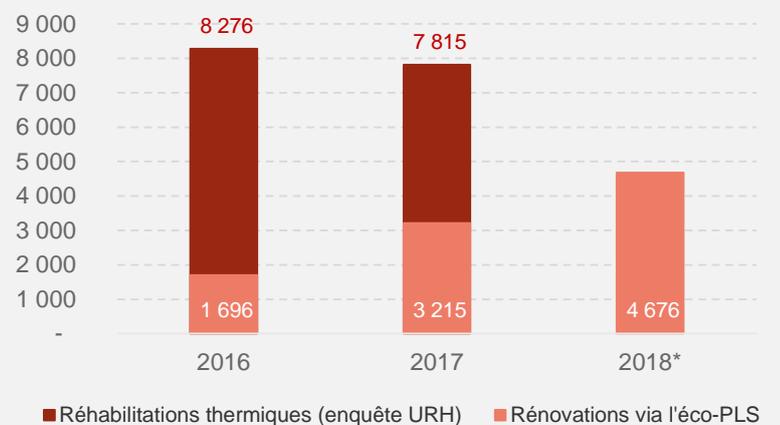
À noter que plus de la moitié de ces logements ont été engagés dans une rénovation via l'éco-PLS au 4^{ème} trimestre 2017. Les travaux n'ont donc pas débutés en 2017.

Les rénovations de **3 215 logements sociaux** engagés via l'éco-PLS se sont **achevées** en 2017.

L'URH Hauts-de-France dénombre **7 815 réhabilitations de logements sociaux livrées en 2017, soit 78% de l'objectif du SRCAE** (d'après une enquête réalisée début 2018 – données provisoires de juillet 2018).

Logements sociaux rénovés énergétiquement livrés par année

Unité : nombre de logements - Sources : URH Hauts-de-France, DHUP (date d'achèvement des travaux)



* Données provisoires

📌 Rénovations performantes : logements ayant une étiquette A, B ou C après travaux.

📍 Le marché de la rénovation énergétique générateur d'activité

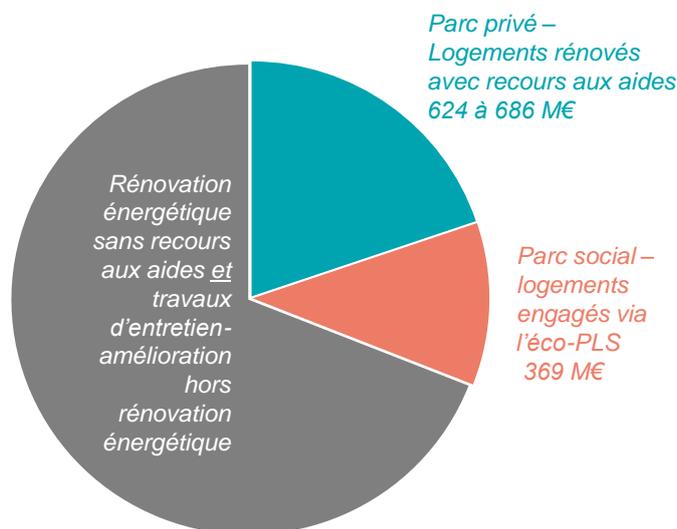
Le chiffre d'affaires généré via les outils de financement

Chiffre d'affaires 2017

3,3 milliards d'€

pour l'ensemble de l'entretien-rénovation du logement
en région Hauts-de-France

Source : CERC Hauts-de-France – méthode Comptes de production
du Réseau des CERC



Volume de montant de travaux pour l'amélioration
énergétique des logements

Part de marché de la rénovation
énergétique **logement privé avec
recours aux aides**

19 à 21%

Part de marché de la rénovation
énergétique **logement social**
(engagements avec éco-PLS)

11%

**624 à 686 M€ HT de travaux
d'amélioration énergétique** réalisés
en 2017 sur le parc privé en région
avec recours aux aides.

Il s'agit d'actions ayant potentiellement eu
un impact sur la consommation
énergétique du logement, que ce soit
dans le cadre d'un bouquet d'action ou
d'une action seule.

Il s'agit de travaux portant sur les postes
d'isolation (murs, toitures et ouvertures)
ou les changements d'équipement
(chauffage ou eau chaude sanitaire).

Ce montant de travaux représente **18,9%
à 20,7% du chiffre d'affaires
entretien-rénovation de logement**
des entreprises des Hauts-de-France.

**369 M€ de travaux ont été prévus
pour la rénovation énergétique du
logement social** en 2017 avec recours
à l'éco-PLS. L'amélioration énergétique
du parc de logement social représente
11% de l'activité entretien-rénovation des
entreprises de la région. Cette part est en
nette hausse comparée à l'année
précédente, ce qui s'explique par le faible
nombre de logements sociaux engagés
dans l'éco-PLS en 2016.

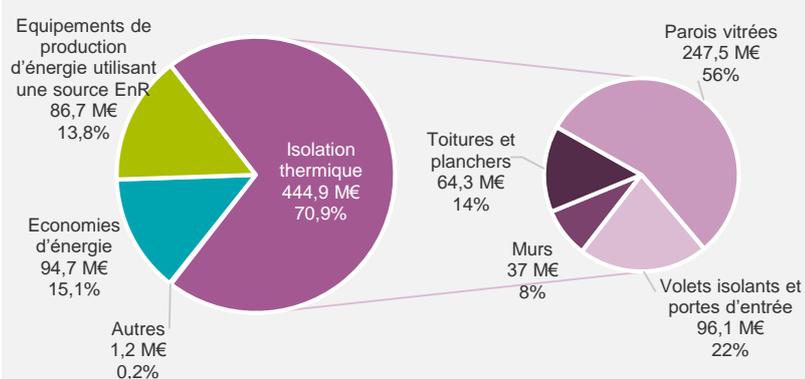
ⓘ On considère cette fois l'ensemble des
actions d'amélioration énergétique, qu'il
s'agisse de bouquets d'actions ou d'actions
seules portant sur les postes énergétiques
(toiture, murs, ouvertures, chauffage, eau
chaude sanitaire) afin de mesurer l'impact
de l'amélioration énergétique sur l'activité
des entreprises. Tous les montants ci-
dessous sont Hors Taxes.

Le marché de la rénovation énergétique générateur d'activité

Le chiffre d'affaires généré via le CITE par catégorie de travaux

Répartition du chiffre d'affaires généré par le CITE

Unité : montant des travaux en millions d'euros
Source : traitement CERC / DGFIP



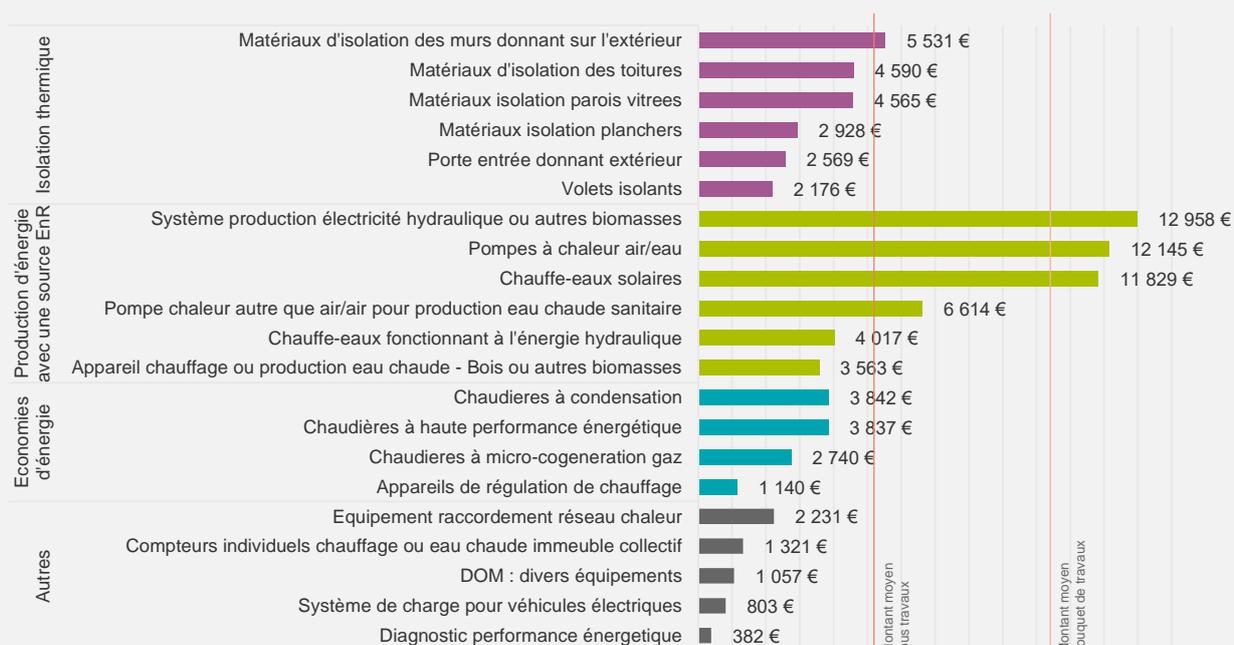
Les ménages ayant demandé un CITE en 2017 ont déclaré près de **628 M€** de travaux.

71% de l'investissement des ménages concerne des travaux d'isolation dont une grande partie sur les parois vitrées.

La montant moyen tous travaux confondus s'établit à 5 120 €. Le montant moyen des bouquets de travaux réalisés en 2016 s'élève à 10 400€.

Montant moyen des travaux réalisés en 2016 (déclarés en 2017) par catégorie de travaux

Unité : montant en €
Source : traitement CERC / DGFIP



📍 Des impacts économiques variables selon les dispositifs d'aide

Le chiffre d'affaires généré via les outils de financement

Crédit d'impôt		Logements privés
1€ crédit d'impôt distribué en 2017	=	3,8 € de travaux éligibles réalisés <small>évol. 2017/2016</small>
▶ En 2017 (travaux 2016) : 165 M€ de crédit d'impôt distribués	➔	627,6 M€ de travaux éligibles 121 071 ménages bénéficiaires
▶ De 2014 à 2017 : 471 M€ de crédit d'impôt distribués	➔	2 087,7 M€ de travaux éligibles 366 168 ménages bénéficiaires

Source : traitement CERC / DGFiP

Habiter mieux		Logements privés aux revenus modestes
1€ d'aide Habiter Mieux (FART) distribuée en 2017	=	10,7 € de travaux éligibles réalisés <small>évol. 2017/2016</small>
▶ En 2017 : 9,7 M€ d'aides FART distribuées	➔	103,7 M€ de travaux éligibles 4 832 logements réhabilités
▶ De 2014 à 2017 : 45,8 M€ d'aides FART distribuées	➔	377,5 M€ de travaux éligibles 16 859 logements réhabilités

Source : traitement CERC / DREAL

FART : Fonds d'aide à la rénovation thermique

📍 Des impacts économiques variables selon les dispositifs d'aide

Le chiffre d'affaires généré via les outils de financement



LA MOBILISATION DES PROFESSIONNELS



📍 Structure des entreprises du Bâtiment

Les chiffres clés des activités sectorielles



Sources : INSEE SIRENE, Acoiss-Urssaf

Établissements de Bâtiment selon l'activité en Hauts-de-France

Unité : nombre d'établissements en 2016
 Source : traitement CERC / INSEE SIRENE



32 618 établissements de bâtiment dont 65% sans salarié

Les Hauts-de-France regroupent 6% des établissements de bâtiment français.

Par rapport à la moyenne nationale, les établissements de second œuvre sont bien représentés en région (76% des établissements contre 73% en France).

En 2016, les établissements de bâtiment employaient 84 200 salariés, soit 1% de moins qu'en 2015 et 20% de moins par rapport à 2008.

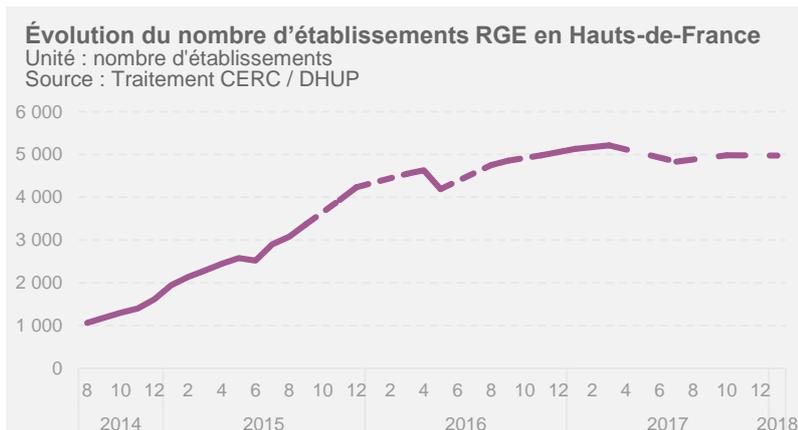
Alors que le nombre de salariés est stabilisé, de fortes disparités existent selon les secteurs d'activité.

Le secteur de l'isolation, particulièrement dynamique, a connu une croissance à court terme (+22% de salariés de 2015 à 2016) et à moyen terme (+7% par rapport à 2008).

À l'inverse, le nombre de salariés baisse depuis 2008 dans les secteurs de la maçonnerie et construction de bâtiments, ainsi que dans les secteurs liés aux finitions (revêtement sols et murs, peinture et vitrerie).

La montée en compétence des entreprises avec la qualification RGE

Des professionnels RGE principalement mobilisés sur les travaux d'isolation



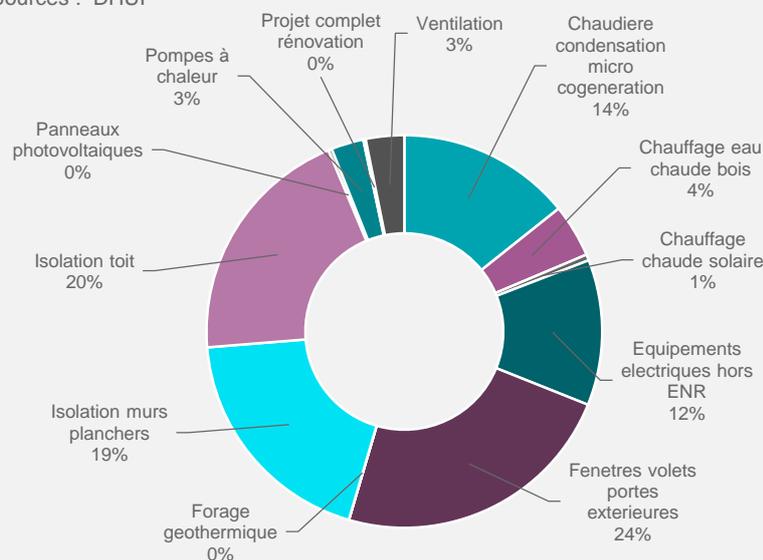
Nombre d'établissements RGE à fin janvier 2018 (évol. 1 an)

Hauts-de-France	France
4 977 -3%	65 520 -3%

À fin janvier 2018, 4 977 entreprises RGE sont recensées en région, soit un recul de 3% par rapport à janvier 2017. La baisse constatée en région suit la tendance nationale.

Répartition des domaines de travaux des établissements RGE à fin janvier 2018

Unité : domaine de travaux
Sources : DHUP



63% des domaines de travaux couverts par une entreprise RGE sur l'isolation

La plupart des entreprises RGE sont qualifiées pour intervenir sur des travaux d'isolation (murs, toits, ouvertures), à l'instar des travaux les plus souvent réalisés par les ménages dans le cadre du CITE. La répartition des domaines de travaux des établissements RGE est la même qu'en 2016.

Nombre d'établissements RGE
Tendance juin 2018 : ↘

Signes RGE en Hauts-de-France à fin 2017 (Evol. 1 an)

Unité : nombre de signes

Source : CERC/Qualibat, Qualit'EnR, Cequami, Certibat, Qualifelec

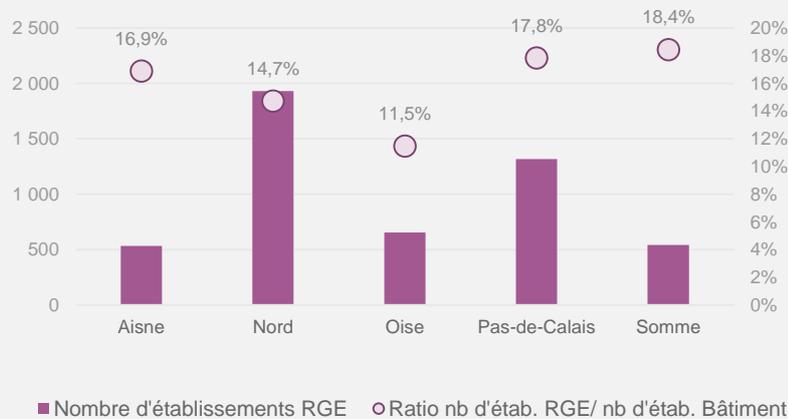
Energies renouvelables			Efficacité énergétique			Offre globale		
Qualisol	54	▼	ECO-artisans	1 457	▼	Qualibat Offre Globale	12	▲
Qualibois	527	→	Pro de la performance énergétique	684	→	NF-NFHQE Maison rénovée	14	▲
QualiPV	40	▲▲	Qualibat mention EE	4 120	→			
Qualipac	231	→	Certibat mention RE	0	▼▼			
Qualiforage	2	▼▼	Qualifelec mention EE	52	▲			
Qualibat - mention ENR	125	▲▲						
Qualifelec - mention PV	5	▼▼						

La montée en compétence des entreprises avec la qualification RGE

Des disparités de mobilisation des RGE selon les départements

Nombre d'établissements RGE en Hauts-de-France à fin janvier 2018

Unité : nombre d'établissements
Sources : Traitement CERC / DHUP, INSEE



Ratio du nombre d'établissements RGE sur les établissements Bâtiment à fin janvier 2018

Hauts-de-France	France
15,4%	11,7%

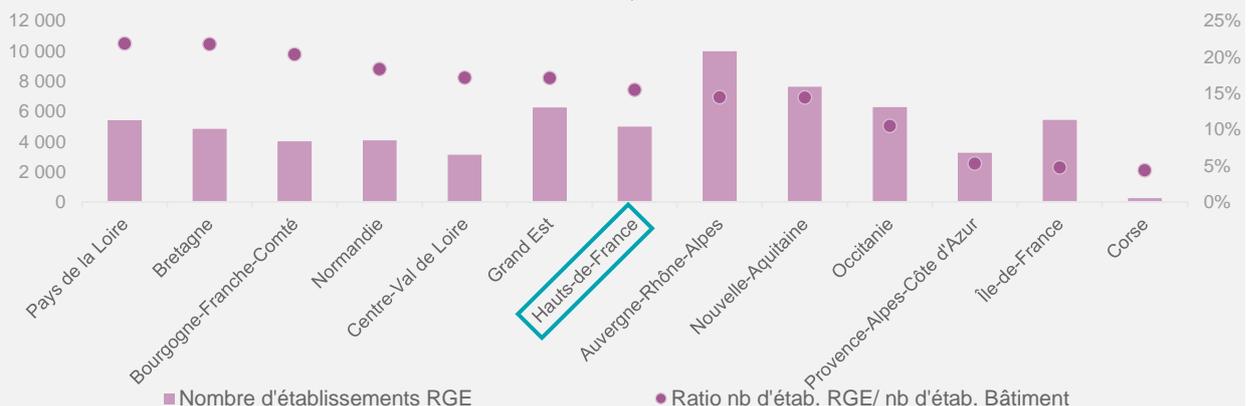
15,4% des entreprises de bâtiment de la région ont au moins un signe RGE, une part supérieure à la moyenne nationale.

Les Hauts-de-France se placent en 7^{ème} position des régions françaises en termes de volume d'entreprises RGE, comme de ratio sur le total d'entreprises de bâtiment.

Des disparités sont à noter sur les départements. Par rapport à la totalité des entreprises de bâtiment, la Somme, le Pas de Calais et l'Aisne comptabilisent proportionnellement plus d'entreprises RGE.

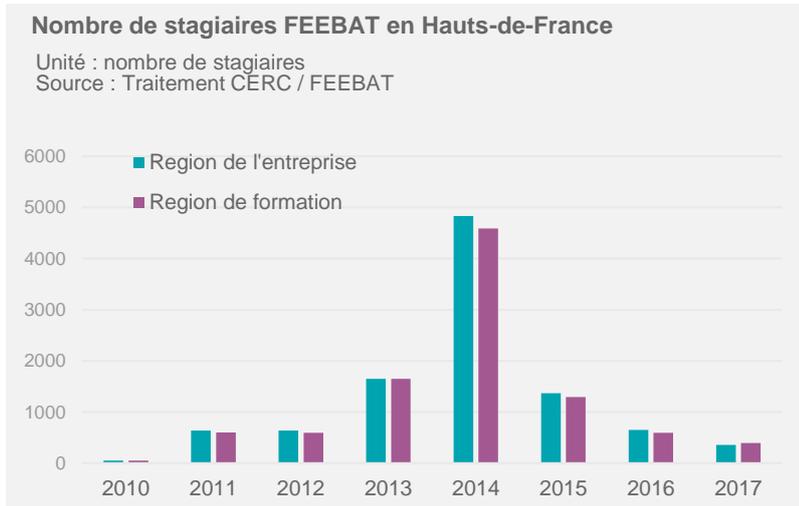
Nombre d'établissements RGE et ratio par rapport au nombre d'établissements Bâtiment en France à fin Janvier 2018

Unité : nombre d'établissements Source : Traitement CERC / DHUP, INSEE



La montée en compétence des entreprises avec la qualification RGE

Un nombre de stagiaires FEEBAT en recul



En 2017, 398 stagiaires ont suivi une formation FEEBAT dans les Hauts-de-France, soit 10% des stagiaires en France.

Par ailleurs, 357 stagiaires issus d'une entreprise des Hauts-de-

France ont suivi une formation FEEBAT, soit 45% de moins qu'en 2016.

Depuis 2010, 10 190 stagiaires des entreprises de la région au total ont suivi cette formation.

Stagiaires FEEBAT en 2017 (évol. 1 an)

Hauts-de-France	France
398	3 968
-33%	-51%

Dénombrement selon la région de formation

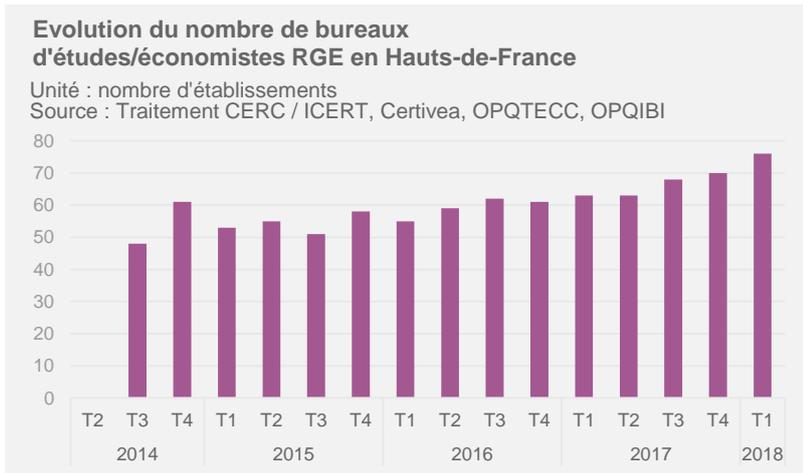
i La **Formation aux Economies d'Energie des entreprises et des artisans du Bâtiment (FEEBat)** développe et systématise la prise en compte de la dimension énergétique dans l'ensemble des travaux de rénovation des bâtiments.

Les objectifs de ces formations sont :

- Systématiser la prise en compte de la dimension énergétique et environnementale dans les travaux de rénovation,
- Assurer la qualité des travaux réalisés en maîtrisant les interfaces et en anticipant les défauts de mise en œuvre,
- Accroître le rôle de prescripteurs des entreprises et artisans du bâtiment en termes de rénovation globale et de bouquets de travaux.

📍 La montée en compétence des entreprises avec la qualification RGE

Les signes RGE de la maîtrise d'œuvre RGE en progression



Nombre de bureaux d'études/économistes de la construction à fin mars 2018 (évol. 1 an)

Hauts-de-France	France
76 +21%	1 526 +8%

À la fin du 1^{er} trimestre 2018, 76 bureaux d'études et économistes de la construction sont qualifiés RGE. Ce nombre a progressé de 21% en un an.

Les Hauts-de-France représentent 5% des qualifications RGE études délivrées en France.

Peu de stagiaires FEEBAT maîtrise d'œuvre

Depuis 2012, seulement 16 stagiaires ont suivi une formation FEEBAT maîtrise d'œuvre en région, soit moins de 1% des stagiaires en France.

À ceux-ci, il faut ajouter 26 stagiaires issus des Hauts-de-France qui ont suivi la formation dans une autre région.

Stagiaires FEEBAT MOE cumulé de 2012 à fin 2017

Hauts-de-France	France
16	1 714

Dénombrement selon la région de formation

i Depuis juillet 2012, le dispositif de Formation aux Economies d'Energie des entreprises dans le Bâtiment (FEEBat) s'est également ouvert aux entreprises et professionnels libéraux de la maîtrise d'œuvre (MOE). Un parcours de formation dédié à la MOE a ainsi été mis en place afin de favoriser la prise en compte globale, par ces professionnels, de la dimension énergétique et environnementale lors de projets de conception ou de rénovation des bâtiments.

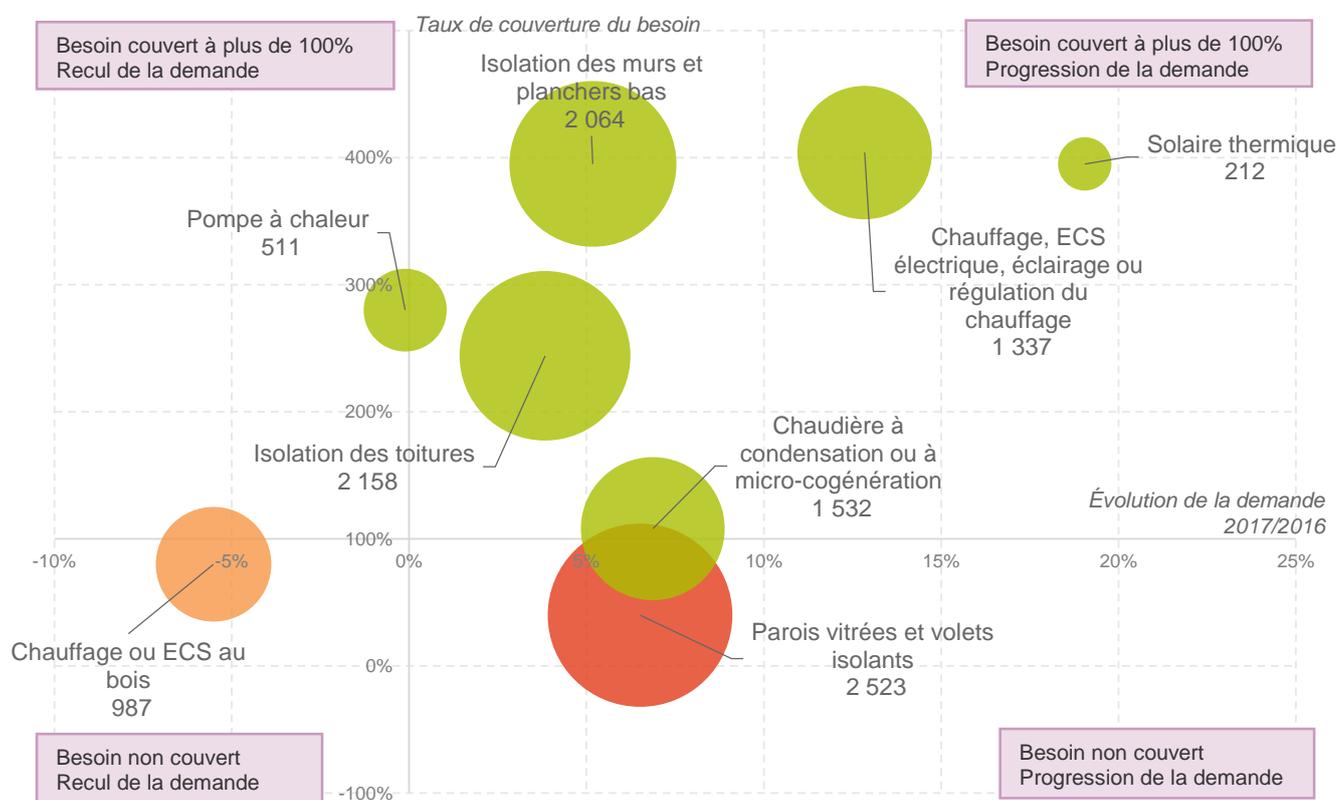
Le nombre de RGE actuel permet-il de répondre à la demande?

Une couverture en RGE encore insuffisante sur certains domaines de travaux

Les actions soutenues par le crédit d'impôt 2017 ont été regroupées en 8 domaines de travaux pour lesquels il existe des qualifications RGE spécifiques afin de déterminer si le nombre actuel de RGE permettra de couvrir la demande en 2018 s'il y a autant de crédit d'impôt.

Analyse par domaine de travaux de la couverture du besoin en RGE en Hauts-de-France

Source : traitement CERC à partir des données DHUP et DGFIP



Comment lire ces résultats ?

Les 2 523 entreprises RGE présentes dans les Hauts-de-France et pouvant répondre aux travaux d'installation de parois vitrées et volets isolants, permettront de couvrir 40% du besoin en 2018.

Hypothèses retenues

- 15 chantiers par an : une entreprise qualifiée RGE pourra répondre en moyenne à 15 chantiers par an faisant l'objet d'un crédit d'impôt.
- Stabilité du nombre de crédits d'impôt : le nombre de crédits d'impôt sollicité sera environ le même qu'en 2017.

La surface des bulles est proportionnelle au nombre d'entreprises de la région pouvant répondre à ce domaine de travaux

Taux de couverture du besoin

- Plus de 100%
- 50% à 100%
- Moins de 50%

Présentation de la CERC Hauts-de-France

La CERC Hauts-de-France observatoire du BTP en Région

La Cellule Economique Régionale de la Construction (CERC) Hauts-de-France a vocation à fournir aux acteurs régionaux et locaux de la filière de la construction des études et des analyses ciblées qui facilitent leur prise de décision.

Pour mener à bien ce rôle d'observatoire du BTP en Région, elle a développé des savoir-faire en matière d'études et de diagnostic, une expertise sur l'économie du secteur du BTP et une capacité à travailler en partenariat avec les acteurs locaux.

La CERC Hauts-de-France est par ailleurs membre du réseau national des Cellules Economiques Régionales de la Construction (CERC), réseau qui s'est constitué avec deux objectifs : consolider les travaux régionaux, permettre des analyses et comparaisons interrégionales.

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le soutien financier de la DREAL Hauts-de-France :



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC Hauts-de-France

CELLULE ECONOMIQUE REGIONALE DE LA CONSTRUCTION

Site de Lille : 03-20-40-53-39 | Site d'Amiens : 03-22-82-25-44

e-mail : cerc.hauts-de-france@i-carre.net

Site régional : www.cerc-hautsdefrance.fr | site national : www.cerc-actu.com